

## **L'EXTRÊME DROITE TOUJOURS EN EMBUSCADE**



### **Dossier**

**RASSEMBLEMENT  
NATIONAL**

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

La retraite est un droit,  
pas un enjeu de campagne  
Page 2

### **PREMIER PLAN**

Assurance chômage. Une  
nouvelle claque pour le  
gouvernement Page 3



### **ACTU INTERNATIONALE**

Turquie. Le violent équilibre  
d'Erdogan  
Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Philippe Poutou  
Page 12



édito

Par CATHY BILLARD

## La retraite est un droit, pas un enjeu de campagne

« Je ne modifie pas l'âge de départ durant le quinquennat » déclarait Macron sur TF1 un dimanche soir de mars 2017. Mais ça, c'était dans le monde d'avant. Avant le recul imposé par la mobilisation de l'hiver 2019-2020 qui a gelé le projet de réforme des retraites à points. Avant aussi la victoire aux élections régionales de la droite et de ses pléthoriques candidats à la candidature pour remplacer Macron en 2022 en chassant sur les terres idéologiques de l'extrême droite. Ainsi Xavier Bertrand déclarait il y a quelques mois : « À l'horizon 2028-2030, il nous faudra travailler deux ans de plus, jusqu'à 64 ans, et si l'espérance de vie continue à progresser, il faudra, dans les années qui suivent, aller jusqu'à 65 ans. » Et au lendemain de la victoire de Bertrand aux régionales, l'entourage de Macron fait fuiter que le président candidat envisagerait de le doubler sur la droite... Avec un vote à la hussarde, dès le mois d'octobre dans le cadre de la loi de Programmation de la Sécurité sociale pour imposer le report à 64 ans de l'âge légal de départ en 2026 ! S'il ne s'agissait pas de nos vies, on aurait envie de se moquer de ce réflexe de bac à sable. Alors on voit bien se dessiner les arguments pour diviser une fois de plus : il faut remplir les caisses de la Sécu après le « quoi qu'il en coûte » de l'épidémie, les 14 milliards que cette mesure rapporterait permettrait de « financer une réforme sur le grand âge et une garantie jeunes extensive », selon les Échos. Il s'agit donc de jouer les plus jeunes et les plus âgés contre les salariéEs en activité... Alors que l'enjeu n'est pas de savoir qui devrait accepter des sacrifices supplémentaires dans un cadre de dégradation généralisée des conditions de vie, mais de discuter de comment renverser la table pour ne plus se laisser dicter les règles. Comment imposer le droit à la retraite financée par le partage du travail entre toutes et tous en prenant sur les profits distribués aux actionnaires ? La grève des salariéEs des transports à l'hiver 2019-2020 et la menace de son extension à d'autres secteurs des services publics avait bousculé l'agenda du gouvernement Macron. Elle trace des perspectives, à condition de ne pas laisser Macron et la course électorale donner le timing.

## BIEN DIT

J'appelle tous les États à cesser de nier le racisme et de commencer à le démanteler, à mettre fin à l'impunité et à écouter les voix des personnes afrodescendantes.

MICHELLE BACHELET, Haute-commissaire des droits humains à l'ONU, 28 juin 2021.

# À la Une

APRÈS LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

## Pour en finir avec Macron et son monde, défendre une perspective de rupture

Le second tour des élections régionales a confirmé les tendances qui s'étaient exprimées lors du premier : abstention massive, déroute du parti présidentiel, Rassemblement national moins haut que prévu mais toujours menaçant, succès de la droite et de quelques sortants de « gauche ». Un scrutin qui ne va pas changer fondamentalement la donne politique et sociale, mais qui ne doit pas non plus être considéré comme un « non-événement ».

Près de 66% des inscritEs se sont abstenus. Comme au premier tour, c'est donc l'abstention qui a été largement majoritaire dimanche dernier. Les postures triomphalistes de certains des « vainqueurs » n'en étaient que plus pathétiques, à l'instar des échanges surréalistes sur les plateaux TV une fois les résultats annoncés, avec notamment des éditorialistes et des représentants de la Macronie rivalisant d'ingéniosité dans leurs propositions pour faire baisser l'abstention : vote obligatoire, vote électronique, « simplification administrative »... Comme si la question de l'abstention n'était pas avant tout, quand bien même les abstentionnistes auraient des motivations diverses, liée à un système politique et institutionnel à bout de souffle et à une crise majeure de la participation et de la représentation politiques.

### Un RN toujours menaçant, ses idées de plus en plus présentes

On retiendra aussi de ce scrutin que si les scores du Rassemblement national sont moins élevés qu'annoncé par les sondages, et que le RN ne prend le contrôle d'aucune région, la menace de l'extrême droite est bien là et qu'on aurait tort, comme l'ont fait trop hâtivement certains, de relativiser les potentiels scores de Marine Le Pen à la présidentielle. Déjà parce qu'une grande partie de l'électorat qui avait voté pour elle en 2017 s'est abstenu (83% au premier tour). Ensuite parce que certains des vainqueurs de la droite dite « républicaine » ont repris à leur compte bien des éléments du vocabulaire et des idées du RN, de Laurent Wauquiez, obsédé de l'« insécurité », à Valérie Pécresse, chantre de la lutte contre la « communautarisme ».

On a en outre vu se développer, à l'occasion de ce second tour, des discours prônant la constitution d'un « front républicain » contre certaines listes de gauche au motif de la présence sur lesdites listes de membres de La France insoumise ou d'EÉLV. C'est ainsi que Manuel Valls et Jean-Paul Huchon (ex-président « socialiste » de la région Île-de-France) ont appelé à voter Pécresse pour « faire barrage » à la FI, confirmant les dérives d'une certaine « gauche » qui ne voit pas de problème à manifester avec les syndicats policiers et l'extrême droite mais n'hésite pas à participer à la meute des chasseurs d'« islamo-gauchistes ». La confusion la plus totale règne sur la gauche de l'échiquier politique, et l'attitude de la FI, qui a partout

cherché à fusionner au second tour avec les listes du Parti socialiste, n'en est que plus problématique et génératrice de confusions et d'illusions.

### La rupture anticapitaliste est plus que jamais nécessaire

Si l'on peut comprendre le réflexe qui peut encore exister, chez les électeurEs de gauche, y compris de la gauche radicale, de vouloir « faire barrage » à la droite et à l'extrême droite, les fusions de listes et la perspective d'exécutifs communs avec le PS et EÉLV est d'une tout autre nature. Comme si de tels exécutifs pouvaient être producteurs de politiques réellement en faveur des classes populaires, en rupture avec le néolibéralisme, s'attaquant au règne du profit et

des grands groupes du CAC 40. A-t-on déjà oublié les cinq ans du quinquennat Hollande ? Et, moins loin de nous, les bilans des exécutifs régionaux aux mains du PS sont-ils si différents de ceux dirigés par la droite ?

Le fort taux d'abstention et la claque infligée à la Macronie montrent que le président des riches est à la tête d'un pouvoir minoritaire. Ce qui ne l'empêche pas de refuser tout changement de cap ou même toute remise en question, bien au contraire : les résultats obtenus par la droite, et notamment par les prétendants à la candidature présidentielle, semblent même encourager le gouvernement à donner un coup d'accélérateur à ses politiques antisociales, avec le retour de l'augmentation de l'âge du départ à la retraite, et des annonces promettant toujours plus d'austérité pour les classes populaires sans évidemment s'en prendre aux plus riches.

Face à ces projets de régression sociale, il est certain que la perspective d'une nouvelle « gauche plurielle » ne règlera rien. Il s'agit, déjà, d'appuyer l'idée selon laquelle nous ne devons pas attendre 2022 pour stopper Macron et ses politiques autoritaires et antisociales. L'année qui va venir de doit pas être celle de la mise entre parenthèses des luttes sociales au motif d'une « trêve électorale », bien au contraire. Il s'agit en outre de proposer des perspectives de rupture claire avec les politiques menées depuis plus de 40 ans, et de défendre un projet anticapitaliste, seul à même de répondre aux crises sociale, sanitaire, économique, écologique et démocratique, dont pourraient s'emparer, dans leurs mobilisations collectives, les millions qui ne veulent plus de ce système.

Julien Salingue



## CLIMAT

# Un pré-rapport du GIEC extrêmement alarmant

« La vie sur Terre peut se remettre d'un changement climatique majeur en évoluant vers de nouvelles espèces et en créant de nouveaux écosystèmes. L'humanité ne le peut pas »

Le projet de résumé du rapport à l'intention des décideurs du GIEC vient d'être révélé par l'AFP. Il est extrêmement inquiétant, plus encore que le précédent en 2014. Ce n'est qu'un pré-rapport, « un document de travail » qui sera minimisé dans le communiqué du GIEC. Effectivement, le sixième rapport officiel

est prévu pour février 2022, et il sera vraisemblablement « lissé » au cours d'après négociations entre les 195 États membres pour aboutir à un consensus. « Il semble probable que celles et ceux qui ont fait fuiter le document l'ont fait pour que soit diffusé le texte original, avant que les représentants des États n'aient imposé l'adoucissement ou

l'élimination des formules les plus alarmantes. Cette hypothèse est fort probable, car le lobby capitaliste des fossiles s'acharne depuis des décennies à nier ou à minimiser le danger et dispose de relais politiques puissants [...]. La fuite constitue donc un double signal d'alarme : sur la gravité extrême de la situation objective, d'une part, et sur le danger

que la version finale dissimule en partie cette gravité extrême de l'opinion mondiale, d'autre part » écrit notre camarade Daniel Tanuro.

### Que dit le rapport ?

« Même à 1,5°C, les conditions de vie vont changer au-delà de la capacité de certains organismes à s'adapter » : dit autrement, limiter à 1,5°C l'augmentation de la température moyenne de la Terre n'est pas une option, mais un impératif. Le problème est que, selon l'Organisation météorologique mondiale, la hausse de température moyenne par rapport à l'ère préindustrielle est déjà de 1,1°C et qu'au rythme actuel des émissions, la probabilité que le seuil de 1,5°C sur une année soit dépassé dès 2025 est de 40%. Désormais, le GIEC estime que dépasser + 1,5°C pourrait déjà

# Un monde à changer

**CLASSES POPULAIRES, GAUCHE ET PERCEPTION DE L'HOMOSEXUALITÉ.** L'IFOP vient de publier une étude<sup>1</sup>, à l'occasion des marches des Fiertés, qui fait notamment voler en éclats certains préjugés concernant la perception de l'homosexualité selon les catégories sociales et les affinités politiques. Voici quelques extraits de l'analyse qu'en fait le journaliste Gildas Le Dem sur son blog *Mediapart*.

«Une étude publiée par l'IFOP, pour ce qu'on peut en croire et ce qu'elle vaut, dément les catégories de perception ordinaires et médiatiques. Ce sont les classes populaires qui, avec 67% d'expression de sympathie chez les employés, et une pointe à 70% chez les ouvriers, expriment le plus nettement de sympathie à l'égard de la Marche des Fiertés. C'est-à-dire non seulement une attitude positive à l'égard des gays, des lesbiennes et des trans (encore faudrait-il sans doute pouvoir affiner la question selon ces catégories très différentes), mais également à la manifestation de sexualités ou de positions de genre revendiquées et affirmées. [...] Cela entame largement l'image que renvoient d'elles-mêmes les classes supérieures et les plus diplômées. Elles n'ont aucun titre à manifester, à cet égard, une supériorité morale et intellectuelle, et à renvoyer les classes populaires du côté de l'intolérance, et de l'image de beaufs virilistes, sexuellement et socialement archaïques. Le pinkwashing des

représentants des partis qui se veulent progressistes, et qui pratiquent en fait l'instrumentalisation des revendications des gays, trans et lesbiennes pour contenir, réduire ou même disqualifier les luttes populaires ou antiracistes est non seulement indigne, mais se trompe de cible. Les représentants des partis de centre gauche et de centre droit, s'ils veulent vraiment lutter contre l'homophobie, la violence de genre, etc., devraient plutôt s'adresser à leurs propres électeurs. En effet, ce sont les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et Benoit Hamon à la présidentielle 2017 qui marquent la plus nette approbation (72%), contre 54% seulement chez les électeurs d'Emmanuel Macron, qui devançant d'à peine un point les électeurs de Marine Le Pen à 53%. Mais cette étude vient également faire voler en éclats tout le discours de la droite sur une gauche dite "woke", "intersectionnelle", etc. (un discours pourtant repris par une partie de la gauche, notamment une gauche qui s'étale dans les médias de droite comme Marianne) qui se serait éloignée des aspirations, et plus encore du mode de vie des classes populaires. Les classes populaires semblent au contraire comprendre que les aspirations égalitaires, ou la passion de l'égalité, ne s'arrêtent pas à leurs seuls intérêts matériels, et à leur position de dominés dans les rapports de production.»

1 - «Le soutien des Français(es) à la Marche des fiertés et le jugement sur l'action du gouvernement en faveur des LGBT», en ligne sur ifop.com.

## ASSURANCE CHÔMAGE Une nouvelle claque pour le gouvernement

Pour la deuxième fois en six mois, la contre-réforme de l'assurance chômage fait l'objet d'une suspension.

La procédure engagée par sept syndicats auprès du Conseil d'État était justifiée par l'urgence à suspendre l'application du nouveau mode de calcul du salaire journalier de référence (SJR), supposé entrer en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet. Dans son jugement du 22 juin, le Conseil d'État considère que «l'urgence n'est pas sérieusement contestée»; c'était bien l'objet de ce référé-suspension. Malgré tout, le gouvernement et les commentateurs font semblant de croire que la réforme n'est repoussée qu'en raison de la «situation économique incertaine». Après avoir dit en novembre que la réforme entraînait une «rupture d'égalité» puisque les allocations pouvaient varier de 1 à 4 pour des périodes travaillées de même durée mais réparties différemment, le Conseil d'État met en avant un autre point en reprenant



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

une étude de la Dares de mai 2021 qui précise que «l'alternance de périodes d'activité et de périodes d'inactivité est le plus souvent une situation subie par les salariés, qui sont rarement en capacité de négocier leurs conditions de recrutement». Autrement dit, le Conseil d'État démonte de fait la logique d'un gouvernement qui veut faire payer la crise aux précaires et aux chômeurEs. Baisser les allocations n'oblige pas le patronat à embaucher en CDI! Dit par le Conseil d'État, cela s'appelle «une erreur

manifeste d'appréciation [qui est] de nature à créer un doute sérieux sur la légalité» du décret.

### Poursuivre la mobilisation

Cette décision est bien sûr une victoire à mettre sur le compte de la mobilisation initiée le 4 mars avec l'occupation des lieux culturels. Cette décision doit aussi être un point d'appui pour obtenir le retrait de la réforme dans son ensemble, et notamment la condition de six mois de travail pour ouvrir des droits, qui avait privé d'allocations

20 000 personnes par mois dès novembre 2019.

La ministre du Travail, Élisabeth Borne, a déjà annoncé que les règles actuelles seraient prolongées jusqu'au 30 septembre. Mais le gouvernement veut faire passer la modification du calcul du SJR sans attendre le jugement sur le fond prévu dans trois à quatre mois. Un des acquis de cette mobilisation est d'avoir permis de remettre au centre la question de l'assurance chômage. Cette question doit être prise en charge par le mouvement ouvrier, et pas seulement pour faire des recours en Conseil d'État. Malheureusement, on ne peut pas dire que depuis juillet 2019 (date du décret Pénicaud) les confédérations aient organisé la mobilisation. Le mouvement démarré le 4 mars a donc relancé les choses, notamment avec la manifestation du 23 avril, organisée contre l'avis des directions syndicales.

Manifestations, occupations, actions diverses: c'est tout cela qui a contribué à mettre en difficulté la réforme. L'objectif doit maintenant être de la faire abroger définitivement.

Les liens créés depuis mars 2021 entre les occupantEs des lieux culturels, les collectifs d'intermittentEs, de l'emploi (restauration...) et associations de chômeurEs seront précieux dans cette perspective.

**Correspondant**

## Le chiffre

# 47,9 degrés

C'est la température qui a été enregistrée à Lytton, village au nord-est de Vancouver. Le précédent record de chaleur au Canada datait de 1937 avec 45 degrés. Commentaire de David Phillips, climatologue en chef d'Environnement Canada: «Il fait plus chaud dans certaines parties de l'Ouest du Canada qu'à Dubai». Tout va bien.



## Agenda

**Jeudi 1<sup>er</sup> juillet, rassemblement contre la répression syndicale, Colmar.** À 9h30 devant la Cour d'appel de Colmar (9 avenue Raymond-Poincaré) pour soutenir Tonio G, notre camarade du NPA.

**Samedi 3 juillet, manifestation contre l'extrême droite, Perpignan.**

À l'occasion du congrès du Rassemblement national. Place de la Catalogne: à 12h, rassemblement et concert des Tata; à 14h, manifestation; à 16h, concert des Combo Pacheco.

**Dimanche 22 août - mercredi 25 août, 13<sup>e</sup> université d'été du NPA, Port-Leucate.** Accueil le samedi 21 août à partir de 14h, départ le jeudi 26 août après le petit-déjeuner. Inscriptions: <https://nouveaupartianticapitaliste.org/ue2021>

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveaupartianticapitaliste.org

## NO COMMENT

On n'augmentera pas les impôts, ça c'est certain. [...] En revanche la question de la durée de travail, elle se pose pour équilibrer nos finances publiques.

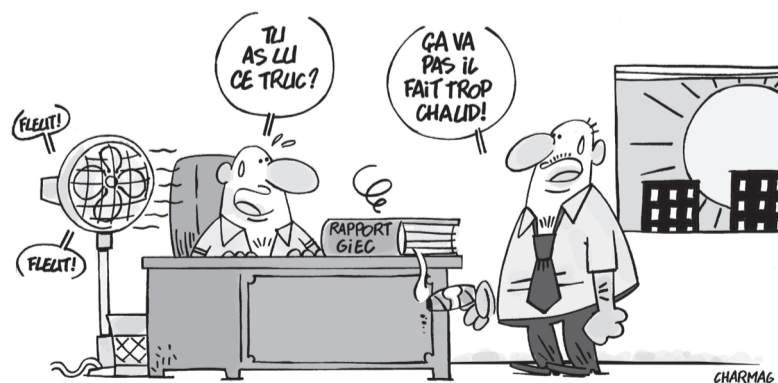
OLIVIER VÉRAN, France Info, 29 juin 2021.

entraîner «progressivement, des conséquences graves, pendant des siècles, et parfois irréversibles». En effet, le climat a d'ores et déjà changé, les effets sont déjà graves et seront de plus en plus violents, même si les émissions de CO<sub>2</sub> sont freinées. C'est, à l'échelle d'une génération humaine, «quand les enfants nés en 2021 auront 30 ans», que la vie sur Terre, telle que nous la connaissons, sera inéluctablement transformée par le dérèglement climatique, que s'aggraveront pénurie d'eau, exode, malnutrition, extinction rapide d'espèces...

### Il faut agir maintenant et radicalement

Le demi-degré qui sépare 1,5 °C de 2 °C ferait que 420 millions de personnes de plus subiraient des «canicules extrêmes» et jusqu'à

80 millions de personnes supplémentaires seront menacées par la faim d'ici 2050. Le rapport confirme aussi la menace de points de bascule, c'est-à-dire des éléments clés dont la modification substantielle pourrait entraîner un changement violent et irréversible, en particulier la fonte des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique de l'Ouest (libérant assez d'eau pour provoquer une hausse du niveau de la mer de 13 mètres) ou l'Amazonie transformée en savane. Il pointe les effets en cascade qui concernent presque toutes les zones côtières menacées par plusieurs catastrophes météorologiques simultanées (canicules, sécheresses, cyclones, incendies, inondations, maladies transportées par les moustiques...). La conclusion s'impose: on ne peut ni attendre ni se contenter de



demi-mesures. Il faut agir maintenant et radicalement, dans la justice sociale et la justice Nord-Sud, sans nucléaire, sans les technologies d'apprenti-sorcier et en protégeant la biodiversité.

«Nous devons redéfinir notre mode de vie et de consommation» dit le

rapport. Chiche! Produire, consommer et transporter moins, partager plus et prendre soin, et pour cela rompre avec le système capitaliste, son productivisme extractiviste et sa croissance... pour inventer un avenir désirable écosocialiste.

**Commission nationale écologie**

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication:**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction:**  
Julien Salingue

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## BIRMANIE/MYANMAR La Russie apporte son soutien militaire à la junte

Min Aung Hlaing, chef de la junte birmane, s'est rendu en Russie la semaine dernière – son deuxième voyage à l'étranger depuis le coup d'État – pour rencontrer de hauts responsables de la Défense et examiner les armes qu'il pourrait bientôt avoir l'occasion d'utiliser contre son propre peuple.

**A** son arrivée, Min Aung Hlaing a été accueilli par le vice-ministre russe de la Défense, Alexander Fomin, puis a rencontré le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Nikolai Patrushev, et un directeur général de la firme d'armement Rosoboronexport, Alexander Mikheev. Le Conseil de sécurité est dirigé par le président russe Vladimir Poutine et a pour mission de superviser les questions de sécurité et de défense nationales. « Ils ont eu un échange de vues franc sur la coopération en matière de mesures de sécurité », indique l'article de l'official *Global New Light of Myanmar* (GNLM), ajoutant qu'ils prévoient « de renforcer les relations amicales existantes entre les deux pays et les deux forces armées ».



WIKIMEDIA COMMONS

### « Relations amicales entre les forces armées des deux pays »

Rosoboronexport est une entreprise publique d'exportation d'armes qui fait l'objet de sanctions étatsuniennes depuis 2015 pour avoir vendu des armes à l'Iran, à la Corée du Nord et à la Syrie. Le GNLM explique que les protagonistes ont discuté de la « coopération en matière de technologies militaires », ce qui semble indiquer que la Tatmadaw [armée birmane] espère mettre la main sur certaines de ces technologies militaires. Min Aung Hlaing a également assisté à la Conférence de Moscou sur la sécurité internationale, où il a pu voir d'autres jouets mortels. « Le général en chef et les participants à la conférence ont pu voir des armes militaires exposées par la société Rosoboronexport et d'autres entreprises », ont rapporté les médias d'État.

Le président Vladimir Poutine a fait une apparition par le biais d'un clip vidéo préenregistré, lequel a été suivi d'un discours du ministre de la Défense Sergueï Shoïgu, que Min Aung Hlaing a également rencontré en privé. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré qu'« aucune rencontre avec [Poutine] n'était prévue », ce qui a été interprété comme un camouflet par certains. Les articles des médias d'État russes ont également évité d'identifier Min Aung Hlaing comme le dirigeant du Myanmar, le qualifiant plutôt de « commandant en chef ». S'il s'agit d'une rebuffade, elle est relativement mineure, car la Russie semble toujours heureuse de fournir des armes à la Tatmadaw, ce qui est bien plus utile à Min Aung Hlaing qu'une poignée de main avec Poutine. Le ministre de la Défense, Sergueï Shoïgu, a compensé l'attitude distante de Vladimir Poutine en l'accueillant avec une « garde d'honneur » lors d'une réunion privée mardi soir. Selon l'article du *Global New Light of Myanmar*, les deux parties ont convenu de cimenter « les relations amicales existantes entre les forces armées des deux pays » et de promouvoir « la coopération dans le domaine des technologies militaires ». Dans les médias d'État russes, Sergueï Shoïgu a qualifié le Myanmar de « partenaire stratégique digne de confiance et d'allié fiable dans la région de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie-Pacifique ». « Notre armée est devenue l'une des plus fortes de la région, grâce à la Fédération de Russie », aurait déclaré Min Aun Hlaing, remerciant Shoïgu pour son soutien. **Frontier Myanmar, traduction A l'Encontre**

## USA Des candidatEs noirs sont en tête à New York, une socialiste noire bientôt maire à Buffalo

**C**e mouvement a notamment débouché sur la demande de « définancement de la police », interprétée de diverses manières, allant de l'abolition des forces de police à la redistribution des fonds de la police à d'autres services publics. Dans le même temps, l'année dernière, les villes étatsuniennes ont connu une augmentation de 33 % des homicides et autres crimes violents dans les 66 plus grandes juridictions policières du pays.

### Deux candidatEs noirs en tête à New York

Tant BLM que l'augmentation des crimes violents ont fait du maintien de l'ordre la question centrale de la course à la mairie de New York, même si la ville de New York a perdu plus d'emplois, en termes absolus et proportionnels, que toute autre ville du pays : 500 000 emplois, soit une baisse de près de 12 %. À New York, où treize candidatEs se sont présentés pour la primaire démocrate en vue de l'élection municipale, les deux personnes qui ont obtenu le plus de voix sont toutes deux noires : l'ancien capitaine de police et président de l'arrondissement de Brooklyn Eric Adams et l'avocate progressiste, conseillère juridique du maire Bill de Blasio, et commentatrice de l'actualité télévisée Maya Wylie. Adams a obtenu 31,7 %, tandis que Wylie a obtenu 23,3 %. Adams et Wyle ont remporté tous les arrondissements, à l'exception de Manhattan, plus riche et plus blanc. Cependant, étant donné que pour la première fois, New York utilise le vote par classement (« ranked-choice voting »), les résultats définitifs ne seront

Il y a un an, 15 millions de personnes, à l'échelle nationale, ont participé aux manifestations de Black Lives Matter (BLM) contre le racisme et les violences policières. Un an plus tard, lors des primaires démocrates en vue des élections municipales, les effets du mouvement se font sentir.



India Walton, DR

pas disponibles avant plusieurs semaines et il est possible qu'un autre candidat ayant obtenu plus de voix en deuxième, troisième, quatrième ou cinquième position finisse par l'emporter. Si tel est le cas, l'autre vainqueur possible le plus probable est la modérée Kathryn Garcia, une femme blanche, qui a remporté 19,5 %. Néanmoins, il est clair que la plupart des démocrates new-yorkais ont voté pour un maire noir comme premier choix. La ville de New York n'a connu qu'un seul autre maire noir, David Dinkins (1990-1993) et n'a jamais eu de femme maire. La plupart des candidats à la mairie de New York, y compris les deux principaux candidats noirs, ont évité d'utiliser l'expression « définancer la police ». Adams a fait appel aux propriétaires noirs, promettant

d'améliorer la protection de la police en se débarrassant des armes à feu illégales, tandis que Wylie, qui a été très critique à l'égard de la police, affirme qu'elle redistribuera les fonds du département de la police à d'autres organismes, tels que la santé mentale.

### Une socialiste noire bientôt maire ?

La grande surprise des primaires démocrates de l'État de New York a été la victoire d'India B. Walton, une femme noire qui se décrit comme socialiste, lors de la primaire démocrate pour la mairie de Buffalo, dans l'État de New York, une ville pauvre de 250 000 habitants, comptant 37 % de Noirs. Elle serait le premier maire socialiste d'une ville étatsunienne depuis soixante ans.

Walton, qui a 38 ans et est infirmière diplômée, a eu une vie difficile. Elle a eu son premier enfant à 14 ans et des jumeaux prématurés à 19 ans, une expérience qui l'a amenée à vouloir étudier les soins infirmiers. Elle est devenue une activiste communautaire et, bien qu'elle ne se soit jamais présentée à une fonction publique, elle a battu à 52 % contre 45 % le maire sortant (quatre mandats), Byron Brown, ancien chef du Parti démocrate de l'État et allié du gouverneur Andrew Cuomo.

Mme Walton a d'abord fait appel aux électeurs blancs progressistes et a obtenu le soutien du Working Families Party et du Democratic Socialist of America. Elle s'est ensuite adressée à la communauté noire et à ses églises, plus conservatrices, et a obtenu leur soutien. Elle n'a pas parlé de la suppression des fonds destinés à la police, mais de la réaffectation de ces fonds à la santé mentale, à l'emploi, à l'éducation et au logement. Brown, croyant qu'il gagnerait, ne veut pas débattre. Walton a gagné en partie parce que sa campagne bien organisée avait un avantage dans une élection primaire à faible taux de participation des électeurs – seulement 20 % – un peu comme l'élection d'Alexandria Ocasio-Cortez au Congrès. Quoi qu'il en soit, la deuxième plus grande ville de l'État de New York est désormais susceptible d'élire une maire socialiste en novembre. **Dan La Botz, traduction J.S.**

## ITALIE La croisade du Vatican contre le projet de loi sur l'homophobie

**L**a note, envoyée le 17 juin par Paul Richard Gallagher, secrétaire en charge des Relations internationales pour le Secrétariat d'État du Vatican, est arrivée au ministère des Affaires étrangères dirigé par l'élus 5 Étoiles Luigi Di Maio.

### De quoi l'Église a-t-elle peur ?

C'est une première depuis le Concordat signé en 1929 entre le dictateur fasciste Mussolini et le représentant de Pie XI, censé réguler les relations entre l'État italien et l'Église. Le Vatican fait précisément appel aux accords du Latran pour dénoncer la limitation de la liberté de pensée et d'action de l'Église qui serait entraînée par la loi. Selon le Saint-Siège, celle-ci contreviendrait à la version modifiée du Concordat de 1984, qui garantit à l'Église et aux associations et organisations catholiques la liberté d'organisation, de réunion et d'expression de sa pensée à travers la parole, l'écrit et tout autre moyen de diffusion (alinéas 1 et 2). La crainte de l'Église est que les écoles catholiques se sentent obligées d'organiser des activités contraires à sa doctrine et à défendre la lutte contre les

Mardi 22 juin, le quotidien « Il Corriere della Sera » révélait l'existence d'une note officielle adressée au gouvernement italien par le Vatican pour demander la modification du projet de loi du député démocrate Alessandro Zan sur l'homophobie.

discriminations de genre notamment dans le cadre de la Journée nationale contre l'homophobie, la biphobie, la lesbophobie et la transphobie instituée par l'article 7 du projet de loi.

Au-delà de la réserve légitime qu'on pourrait avoir vis-à-vis d'une institution religieuse qui se soucie de revendiquer son droit à exclure et à discriminer, ses craintes semblent être juridiquement infondées. Le projet de loi Zan condamne en effet l'incitation à la discrimination ou à la violence sur la base de l'orientation sexuelle mais, contrairement à la loi existant sur la xénophobie et le racisme, ne prévoit pas le délit de propagande. L'Église pourra donc continuer à faire propagande contre l'homosexualité en toute impunité afin de défendre l'hétéronormativité et sa conception de la famille « naturelle ».

### Ingérence réactionnaire

Les mêmes débats avaient d'ailleurs entravé le processus d'adoption de

la loi sur les unions civiles approuvée en 2016. En réaffirmant les orientations du Family Day [Manif pour tous version italienne], l'ingérence du Vatican vise à assurer à l'Église et à ses organisations la liberté de faire campagne contre l'égalité des droits pour les personnes LGBTI. En effet, plus la société intégrera une culture du respect et de l'inclusion et se fera promotrice d'une lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence liées à l'orientation sexuelle, et plus la propagande de l'Église apparaîtra comme régressive, conservatrice et discriminatoire.

Il s'agit d'un véritable acte d'ingérence visant à empêcher l'extension des droits et la protection des citoyens face aux violences de genre. Et c'est précisément la réalité de la violence vis-à-vis des femmes, des minorités sexuelles et de certaines identités de genre qui constitue la meilleure unité de mesure pour évaluer l'urgence et la pertinence de ce projet. Pour certains, la loi Zan est

insuffisante car elle se limite à une conception purement formelle qui refuse les discours et les incitations à la haine sans aborder directement la question de la violence subie par les sujets subalternes. Il permet néanmoins de nommer les discriminations liées à la sexualité et au genre qui sont à l'origine des phénomènes de violence.

C'est pour cette raison que la loi est portée avec fierté par la communauté LGBTI et par la vague arc-en-ciel qui a envahi les villes italiennes pendant la Pride week. Dans un contexte politique invraisemblable, où le néofascisme est intégré à la doctrine néolibérale de Mario Draghi, le processus d'adoption de la loi ne sera pas très aisé.

Une chose est certaine : l'ingérence du Vatican et les critiques exprimées par la droite et l'extrême droite permettent de mesurer correctement le potentiel progressiste de la loi contre l'homophobie. **Hélène Marra**

# TURQUIE Le violent équilibre d'Erdogan

Elle s'appelait Deniz Poyraz. Cette jeune militante kurde de 27 ans a été assassinée dans les locaux du HDP (Parti démocratique des peuples, gauche pro-kurde) à Izmir le 18 juin par un militant d'extrême droite. L'assassin, Onur Gencer, a réussi à entrer dans le bâtiment, devant lequel est installé un point de contrôle permanent de policiers, sans être intercepté. On a appris par la suite qu'une réunion d'une quarantaine de personnes qui devait avoir lieu à l'heure de l'assassinat avait été décommandée à la dernière minute. Ainsi l'assassin, dont on retrouve des photos en treillis et fusil automatique en Syrie du Nord – où il aurait travaillé en tant que personnel de santé – et qui avait plusieurs fois fait des repérages dans le bâtiment, avait sans doute l'intention de réaliser un massacre avec très probablement deux complices – qui ont réussi à s'enfuir. Il semblerait aussi que Poyraz ait été torturée avant son assassinat.

## Deux poids, deux mesures

L'attitude bienveillante des policiers qui ont arrêté l'assassin sur le fait, et sa mise en détention provisoire en attendant d'un jugement en 24 heures, sans chercher à approfondir l'enquête sur ses probables liaisons politiques et autres, ont été sévèrement critiquées par une partie de l'opinion publique. Comparées par exemple à la répression des étudiantEs, des femmes ou notamment des LGBTI+ dont les divers événements organisés à l'occasion de la Pride ont été très violemment réprimés par la police. Si le président Erdogan a attendu

*Assassinat et répression pour les opposantEs, tractations avec l'Occident.*



WIKIMEDIA COMMONS

deux jours avant de condamner cet assassinat, le véritable choc a été l'acceptation par la Cour constitutionnelle de l'acte d'accusation visant l'interdiction du HDP, trois jours après l'attentat. Fin mars, le dossier jugé insuffisant avait été renvoyé au procureur qui demandait la dissolution du parti (comme six autres partis pro-kurdes depuis 1992) pour « activités terroristes ». L'acte d'accusation requiert aussi une peine d'inéligibilité envers 450 dirigeantEs et militantEs du parti.

## Des tentatives de reclassement à l'international

Tandis que les révélations du parrain en cavale Sedat Peker à travers ses vidéos sur YouTube et ses tweets dévoilent le niveau de complicité de l'appareil d'État avec le crime organisé – du trafic international de drogue au blanchiment d'argent, Erdogan, affaibli à

l'intérieur avant tout en raison des effets d'une crise économique qui ne cesse de s'approfondir depuis trois ans, tente de se repositionner au niveau international aux côtés du clan occidental, après une période de tensions multilatérales. En effet, la politique étrangère d'Ankara forgée au jour le jour et fondée sur un orgueil démesuré (à l'image de son chef) comptait pouvoir poursuivre un cours « indépendant » en négociant séparément avec des puissances rivales. Cette perspective a effectivement permis jusqu'à un certain point une consolidation au niveau interne, dans l'objectif de ralentir le processus d'effritement dans la base islamo-nationaliste de l'AKP. Toutefois Ankara a vu sa marge de manœuvre « indépendante » rétrécir, notamment après la défaite de Trump et l'arrivée de Biden, accompagnées de tensions croissantes avec Moscou (sur des

dossiers comme la Libye, le Haut-Karabakh et l'Ukraine, malgré d'importantes coopérations au niveau militaire et énergétique) et l'Europe (tout particulièrement avec Macron).

## Bienveillance occidentale

Le président Erdogan envisageait ainsi de profiter du sommet de l'Otan et celui de l'Union européenne pour convaincre les États occidentaux de son nouveau tournant, tout en tentant de conserver aux yeux de sa base électorale sa posture d'homme fort qui ne plie pas. Ainsi sa rencontre avec Biden fut présentée comme l'occasion de demander des comptes concernant la reconnaissance du génocide arménien par Washington. Erdogan en est ressorti avec l'engagement à sous-traiter la question de la sécurité de l'aéroport de Kaboul après le retrait des États-Unis, sans même que le thème du génocide ne soit abordé. Si la Turquie n'était pas au centre des discussions lors du sommet européen, il semblerait bien que le clan occidental, pour qui il est indispensable d'avoir Ankara à ses côtés, en raison de sa position géopolitique, notamment en ce qui concerne les migrantEs, soit prêt à ne pas trop forcer Erdogan sur la question démocratique tant que ce dernier fait acte d'allégeance et se montre « coopérant ». Ce qui est loin de surprendre les forces de gauche de Turquie, qui sont bien conscientes que la chute du dictateur sera l'œuvre des exploités et des opprimés eux-mêmes.

**Uraz Aydin**

## CATALOGNE

# Grâce, concorde et démocratie

*La semaine dernière, le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez annonçait sa décision de gracier les neuf responsables indépendantistes catalans qui demeuraient en prison trois ans et demi après l'organisation du référendum d'indépendance.*

La grâce approuvée par le gouvernement de Pedro Sánchez ne concerne que les neuf personnes condamnées par la Cour suprême. Elle est partielle car elle ne supprime pas l'interdiction d'exercer une fonction publique. Elle est subordonnée à la condition que les personnes graciées ne commettent plus de « crime ».

## Ceci n'est pas une amnistie

En ce sens, ce n'est pas la mesure réclamée par une grande majorité de la société catalane, qui souhaite le retour de Carles Puigdemont et des autres exilés, qui veut la levée des charges qui pèsent sur les plus de 3 300 personnes mises en examen ou déjà condamnées, y compris celles récemment accusées par la Cour des comptes. Cette majorité souhaite également que l'annulation des condamnations soit totale et inconditionnelle. En bref, ce qui est demandé, c'est une amnistie. Malgré toutes ces graves insuffisances, la grâce est un pas en avant qu'il faut souligner comme un mérite du gouvernement du PSOE et de l'Unidas Podemos. Une mesure inimaginable avec un gouvernement dans lequel serait présent Ciudadanos (C's) et encore moins avec un gouvernement présidé par le PP, qu'il gouverne seul ou avec d'autres partenaires.

Mais il ne s'agit pas d'une mesure dictée par l'esprit de justice de Pedro Sánchez. Elle a été conditionnée par plusieurs facteurs : par la mobilisation citoyenne constante qui, depuis presque quatre ans, n'a cessé de réclamer l'amnistie ; par les victoires électorales répétées des indépendantistes ; par les critiques de nombreuses organisations internationales à l'égard des condamnations et de l'emprisonnement des dirigeants indépendantistes ; par l'effondrement absolu de C's, un parti né et promu pour combattre les revendications catalanes ; et, enfin, par le besoin qu'a le PSOE des votes indépendantistes et souverainistes s'il veut rester au gouvernement et ne pas être écarté par l'alliance du PP et de Vox.

## Une concorde sans démocratie ?

Pedro Sánchez a justifié cette grâce comme une mesure visant à rétablir la coexistence et l'harmonie entre les Catalans et à donner une chance à un nouveau départ des relations entre la Catalogne et l'Espagne. Mais il n'a jamais remis en cause le jugement. Il n'a jamais considéré les peines comme disproportionnées. Il n'a jamais admis que la qualification de sédition appliquée à des actions pacifiques telles que des rassemblements, des manifestations et l'organisation d'un référendum constituait une entorse à la loi et une limitation inadmissible des droits fondamentaux. Il ne s'est jamais approché des thèses des juges belges, allemands et britanniques qui ont refusé l'extradition des exilés, ni de celles d'Amnesty International, ni du vote particulier de deux magistrats de la Cour constitutionnelle, ni, plus récemment, de la résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Sa position instrumentale de la démocratie se reflète dans sa récente phrase : « Ce qui était utile dans le passé était la punition et ce qui est utile aujourd'hui est le pardon ». La démocratie est ce qui convient au gouvernement.

C'est pourquoi Sánchez répète maintenant, en sachant que c'est faux, que ni l'amnistie ni le référendum ne sont possibles. Il ne se limite pas à défendre la Constitution, mais il veut en présenter une interprétation réactionnaire comme la seule possible. S'il persiste dans cette attitude, cela signifiera que la « concorde » qu'il proclame est fondée sur l'imposition d'une démocratie surveillée, c'est-à-dire une démocratie nominale qui nie l'essence de la démocratie : le respect de la volonté du peuple dans tous les domaines.

**Martí Causa**

Version originale publiée sur Viento Sur. Version intégrale (en français) sur alencontre.org.

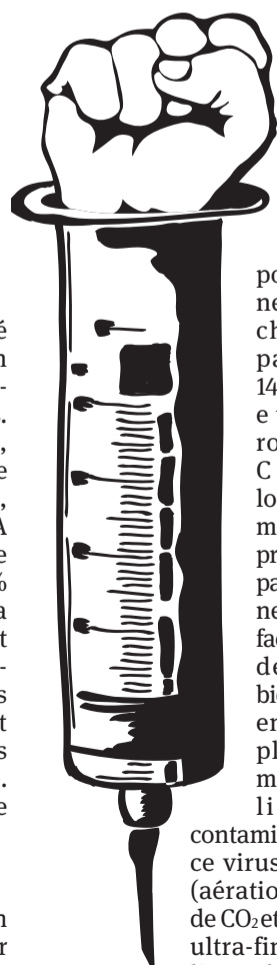
# CORONAVIRUS Dynamique de la pandémie et variant delta : quelques questions

*La dynamique actuelle de la pandémie est claire. Toute les mutations vont dans le sens d'une augmentation de la transmissibilité.*

Le variant delta, qui a émergé et est déjà majoritaire en Inde, en Ouganda, est maintenant présent dans 85 pays. Il s'impose à Moscou, Lisbonne, Londres, dans les Landes et risque de devenir majoritaire en Europe, en Afrique, en Israël et aux USA très rapidement. Il présente une contagiosité supérieure de 60% à celle du variant alpha qui a émergé en Grande-Bretagne, et qui a été responsable de la troisième vague. Il est associé à un plus grand risque d'hospitalisation, et à une moindre protection pour les vaccinés incomplets à une dose. La vaccination à deux doses reste efficace.

## Loi de l'immunité collective

Certaines mesures de distanciation sociale suffisantes pour faire baisser le chiffre de reproduction des autres variants au-dessous de 1 deviennent insuffisantes face au delta. Le choix du gouvernement Macron face au variant anglais a été d'attendre juste



le dernier moment avant la saturation des services de réanimation pour reconfiner. Mauvais choix, payé par plus de 14 600 mortEs et environ 160 000 Covid-19 longs supplémentaires. Le problème n'est pas de reconfiner en amont face au variant delta, mais bien de mettre en place, au plus tôt, les mesures pour limiter les contaminations par ce virus aéroporté (aération, testeurs de CO<sub>2</sub> et ventilation ultra-fine dans les lieux clos et transports en commun, dédoublement des classes, cantines, réquisition de locaux pour abaisser les jauges, pouvoir des salariéEs et

de la jeunesse sur ses conditions de travail et d'études...). Autre interrogation, le pourcentage de la population qui doit être vaccinée, ou touchée par la maladie, pour atteindre la fameuse immunité collective, passe de 60% pour le virus historique à près de 90% avec le delta. Mais l'Afrique, par exemple, est vaccinée à 1% seulement, comme le rappelle l'OMS, qui prédit que la troisième vague y sera la plus meurtrière. Apartheid vaccinal insupportable en termes de morts pour les pays pauvres et d'accessibilité à l'immunité collective. Avec le risque de variants d'échappement aux vaccins remettant en question l'efficacité vaccinale, pour l'instant remarquable.

## Apartheid sanitaire

Cela ne rend que plus urgent la levée des brevets, les transferts de technologies, les réquisitions de capacité de production. Un apartheid vaccinal qui existe aussi à plus petite échelle dans les pays riches. Ceux qui sont les plus susceptibles d'être infectés sont souvent les moins vaccinés. Abandonnés voire attaqués par l'État depuis des années, ils ont développé la plus grande méfiance face à la vaccination, et sont le moins ciblés par les dispositifs vaccinaux. Exclusion sociale,

exclusion vaccinale (zones rurales ou de banlieues privées de médecins, sans-papiers, SDF, gens du voyage...) ! Apartheid vaccinal, mais aussi apartheid en matière de criblage et de séquençage, pour suivre l'émergence et la diffusion des variants. À l'opposé du nationalisme vaccinal, l'autre face des brevets des trusts, il faudrait une politique de vaccination rapide et massive au niveau des régions du monde où émergent des variants plus agressifs.

Comparons aussi le seuil de 90% à la pyramide des âges, la question de la jeunesse se pose alors. Sa vaccination bien sûr, les moyens pour effondrer les risques de transmission dans les lieux où elle se rassemble, l'école, l'université, ses lieux de vie et de fête. Pour sa santé psychique, et pour la santé de toutes et tous. Car tous les gendarmes du monde et les mains arrachées ne l'empêcheront pas de faire la fête. Et si le virus circule fort, mathématiquement le risque de variant augmente. Face au variants delta, vaccination rapide, immédiate, et universelle, combinée à toutes les mesures qui permettent le maintien d'une circulation virale basse, qui d'ailleurs rend seule possible le traçage et l'isolement, doivent être les exigences de l'heure.

**Frank Prouhet**

## ÉLECTIONS RÉGIONALES DES SCORES MOINS ÉLEVÉS QU'ANNONCÉS, MAIS UN RN TOUJOURS LÀ

Le RN s'est présenté dans toutes les régions et sur 80 % des cantons (environ 3000 candidats titulaires, souvent présents sur les deux scrutins). Ce maillage militant territorial n'est pas à sous-estimer. Même si le RN traîne sa difficulté à conserver des militantes... présentables. Comme à chaque élection, on « découvre » des propos racistes ou homophobes et la direction du RN fait mine de s'offusquer en retirant parfois les investitures aux plus craignos. Ces écarts à la « dédramatisation » sont révélateurs du fonds idéologique du parti.

### Ancré à l'extrême droite

La liste des candidats confirme toujours l'ancrage dans la nébuleuse des extrêmes droites : ici, une militante de l'Academia christiana, qui se veut « navire amiral » des catholiques tradi et identitaires ; là, un journaliste pilier du quotidien *Présent*, vieille figure solidariste passée par les milices phalangistes libanaises ; ailleurs l'ancien responsable du Renouveau français de Bourgogne ; et encore ailleurs, une proche du collectif « féministe » Nemesis, qui fête le solstice d'été avec une militante phare du Parti de la France... ajoutez à cela les liens avec la Cocarde étudiante, qui milite pour « une nouvelle droite étudiante », de nombreux candidats venus de Génération identitaire et quelques anciens de la vieille garde du FN qui persiste. Mais, c'est surtout un visage d'ouverture que le RN a cherché à montrer, une ouverture vers la droite « républicaine ».

Le RN espérait siphonner les Républicains et Debout la France, essentiellement grâce à la Droite populaire de Mariani et Garraud, et à l'Avenir français de Jean-Philippe Tanguy, avec le ralliement de quelques figures non marquées par le Lepénisme : commissaires en retraite, ancien préfet, homme d'affaire du cru, présentateur de LCI ou ex-syndicalistes. C'est par cette dynamique que Louis Aliot imagine la propulsion de Marine Le Pen vers la conquête du pouvoir. Les parachutages de dernière minute et les opportunistes accueillis avec tous les honneurs font grincer des dents en interne. Pour autant, le 17<sup>e</sup> congrès à venir du RN ne devrait pas chambouler la ligne du parti. Mais poussées par des sondages prometteurs, les velléités militantes du RN ont été quelque peu douchées par l'abstention.

### Moins d'élus, mais...

Seule opposition en PACA, comme au précédent scrutin, mais tout juste premier opposant dans les Hauts-de-France, le Grand-Est, la Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie, le RN est relégué en Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val-de-Loire, encore plus en Île-de-France, Bretagne, Normandie et Pays de la Loire. Ses élus régionaux baissent de 30 %, avec une réduction par deux en Auvergne-Rhône-Alpes et de plus de 40 % dans les Hauts-de-France ou les Pays de la Loire. En 2015, le FN obtenait 56 élus étiquetés binôme

Poussé par sa dynamique, le Rassemblement national comptait faire émerger des cadres locaux, opposants forts dans les départements et les régions voire dirigeant ces collectivités. Le RN, fragilisé par l'abstention de son électorat, va traîner son manque de crédibilité à pouvoir gérer des institutions. Mais le parti ne disparaît pas pour autant, ni surtout ses idées nauséabondes !

### LES CANDIDATS BOULETS DU RN



FN dans 14 départements, autant de notables locaux sur lesquels comptait Marine Le Pen. En 2021, ils se réduisent à 26, avec une perte de moitié dans le Pas-de-Calais, du tiers dans l'Hérault, et ils disparaissent même dans l'Aisne. Seules exceptions, ils passent de 4 à 6 dans la Vaucluse et 2 sont nouvellement élus dans le Tarn-Garonne (à Moissac, ville RN). Combien resteront en poste ? Entre 2015 et 2021, le RN a perdu plus de 25 % de ses conseillers régionaux... bonjour le sérieux du « parti de gouvernement ». L'implantation des maires RN dans leur canton ne fonctionne pas partout, et notamment à Hayange et Perpignan... Mauvais point pour Louis Aliot qui se verrait bien vice-président par intérim du RN. Le manque d'intérêt pour les collectivités territoriales et le rejet global de la politique politicienne jouent dans l'abstention manifestée pour cette élection. Mais rien n'indique que la sympathie portée sur un candidat d'extrême droite ne faiblisse. D'ailleurs, le cumul de voix portées sur ses binômes place le RN en tête dans le Pas-de-Calais, dans l'Aisne, l'Hérault, le Var et les Pyrénées-Orientales (même si Aliot ne gagne aucun élu).

### Quelle « normalisation » ?

Le RN n'a pas plus mobilisé son électorat au second qu'au premier tour. Et les délires grotesque d'un Hervé Juvin (député européen et tête de liste en Pays de la Loire) sur Twitter n'y ont rien changé : « Ne pas voter c'est voter #Macron ! [...] C'est voter pour une écologie qui remplace nos clochers par des éoliennes et des

minarets ! » Certains candidats étaient partis sur les chapeaux de roue, comme Sébastien Chenu avec son « Chenu-bus » pour sillonner les Hauts-de-France. Là encore, tout cela ne se fait pas sans friction. Un jeune militant actif, par ailleurs proche des Identitaires, se plaignait sur les

réseaux sociaux : « Nous, militants picards, passons après d'autres militants plus "privilégiés" ». L'incapacité à mobiliser les électeurs sème le trouble. Pourtant peu de voix osent critiquer, à part Agnès Marion, cadre lyonnaise, déjà en froid avec la direction. Un autre réputé proche de Marion Maréchal, Romain Lopez, maire et désormais conseiller départemental, propose une « introspection » mais craint que le congrès de Perpignan ne soit un « concours de celui qui applaudira le plus longtemps possible la présidente » (*Valeurs actuelles*). De nombreux journalistes évoquent une « stratégie de normalisation ». Mais de quelle « normalisation » s'agirait-il ? Revenir sur la sortie de l'euro, déjà actée avant les Européennes, ou donner des gages aux marchés financiers pour le paiement de la dette, est-ce cela une édulcoration ? Il faut s'appeler Jean-Yves Le Gallou (ex mégretiste du Grece et du Club de l'horloge) pour voir, dans la prétendue « normalisation » du parti, sa « pasteurisation ». On a du mal à trouver quel candidat du RN aurait « gauchisé » son discours sur l'immigration et l'insécurité. La réalité de cette « normalisation », c'est plutôt la percolation du logiciel frontiste au-delà de ses rangs. Quoi qu'il en soit, la nécessaire mobilisation unitaire contre les extrêmes droites doit se saisir de cet instant de trouble pour taper un bon coup... et enchaîner une contre-offensive.

Commission nationale antifasciste



Les 3 et 4 juillet prochains se tiendra, à Perpignan, le congrès du Rassemblement national. Cette échéance sera l'occasion, pour la formation d'extrême droite, de lancer la candidature de Marine Le Pen pour la présidentielle de 2022, après des élections régionales et départementales où le RN, s'il a réalisé des scores moins élevés qu'attendu, a montré qu'il était une menace toujours bien présente. Ce week-end de congrès sera l'occasion d'une mobilisation contre l'extrême droite, à Perpignan le samedi 3 juillet, de laquelle le NPA sera évidemment partie prenante.

## UN CONGRÈS POUR LA CANDIDATE

Le 17<sup>e</sup> congrès du Rassemblement national se tiendra les 3 et 4 juillet à Perpignan. Il lancera la campagne de Marine Le Pen pour la présidentielle de 2022. Mais la mécanique envisagée lors du précédent, qui voyait la succession des européennes, municipales puis départementales et régionales comme autant d'appuis pour engager la dynamique vers l'accession au pouvoir, s'est grippée.

Outre la difficulté du RN à constituer des listes pour les municipales, la crise sanitaire a perturbé le programme. Certes les maires RN se sont plutôt maintenus. Mais le nombre d'élus dans les conseils municipaux a fortement réduit. Et resteront-ils ? Les démissions en cours de mandat sont courantes au RN... ce qui n'accrédite pas le sérieux d'un « parti de gouvernement ». Son appareil politique grisé par les sondages vient de percuter le réel. Les voix pour le RN ont fondu depuis le précédent scrutin régional. Pourtant son électorat n'a pas disparu. C'est ce qui permet à Marine Le Pen d'être convaincue de sa « bonne ligne », dans sa recherche non d'un « vote de colère » mais d'un « vote d'adhésion ». Cette désaffection par l'abstention montre que la politisation profonde, en dehors du moment présidentiel, n'a pas encore passé le cap de l'adhésion étroite et militante.

### Caporalisme, magouilles, dissensions

Le congrès élira les instances, dont le Conseil national, « parlement du

parti » – qui ne se réunit pas plus d'une fois par an. Bel exemple de démocratie... Au RN, on ne discute pas collectivement des orientations autour de textes stratégiques. Soit on suit la ligne de la présidente, en grognant ou par enthousiasme, soit on claque la porte, si possible en déversant dans la presse toutes ses rancœurs. Et une période d'élection est riche en ressentiment personnel. Près de 30 % des membres sortants du Conseil national ne se représentent pas. Certains ont démissionné plus ou moins vite : Bernard Monot, qui est parti à Debout la France, Valérie Lauphiès, qui fera certainement campagne pour Zemmour, Jean Messiha, ou Christelle Lechevalier, qui a claqué la porte en critiquant « un véritable fourre-tout ». Certains ont quitté le parti depuis le dépôt de leur candidature : comme Nicolas Faure, délégué départemental des Hautes-Alpes, qui a appelé à l'abstention pour les régionales, ou Arnaud Humbert, qui est parti, entre les deux tours, avec toute la direction des Deux-Sèvres. Dissensions internes, magouilles et incompétence, caporalisme et



# ANTIFASCISTES, T QU'IL LE FAUDRA !

## METTRE EN ORBITE MARINE LE PEN



apparaître les tensions internes), la présidence pourra se mettre en disponibilité. La ficelle est grossière pour se fondre dans la mode des mouvements gazeux. C'est la « normalisation » du RN. Mais ce qui est vu comme un affaiblissement de son discours résulte en fait d'une extrême droitisation du reste de l'échiquier politique. Une candidature d'Eric Zemmour, celle d'une extrême droite décomplexée, ne constituerait qu'un stock de voix pour le second tour, permettant à Marine Le Pen de jouer la carte de l'apaisement. Elle reste « la candidate naturelle d'une droite populaire et de conviction » (Alain Sanders dans *Présent*). Cependant, dans la perspective d'une élection, le RN a besoin de poser les bases d'un compromis nationaliste au sein de la nébuleuse des extrêmes droites. Au cours de la campagne présidentielle, le racisme imprènera les discussions, sous la polarisation par Marine Le Pen. Son argument « social » consistera à tenter de souder les salariéEs « de souche », derrière les bons investisseurs du terroir, y compris sous l'argument écologique du localisme.

Pour faire entendre nos réponses face aux crises, il faudra déjà faire taire le bruit de fond nationaliste et xénophobe. Quelle que soit l'issue de la présidentielle, une période troublée s'ouvre. Ne pas l'anticiper fragiliserait notre camp. Les défaites aux régionales et aux départementales marquent l'échec de la stratégie d'implantation du RN sans mettre un terme à sa dynamique. Mais un recul durable ne se fera que par les avancées de notre camp social. La manifestation unitaire contre la tenue du congrès du RN à Perpignan en est une première marche. **Commission nationale antifasciste**

suivisme, faiblesse militante et caisses vides à la limite de la cessation de paiement : la réalité organisationnelle du RN est masquée par son poids électoral. Quand les électeurs ne se déplacent pas, les doutes fracturent la confiance dans la ligne Marine Le Pen.

### Synthèse entre national et social

L'enjeu politique de sa campagne présidentielle réside dans sa

synthèse entre national et social, pour rallier un électorat populaire tout en rassurant la droite « de l'ordre » et « pro-business ». Mais les questions programmatiques ne sont pas à l'ordre du jour de ce congrès. Le temps fort sera la modification des statuts. Pour se transformer en une candidate indépendante « soutenue par le RN », et pour éviter de démissionner (ce qui entraînerait une réélection au risque de faire

## SAMEDI 3 JUILLET ENSEMBLE, DISONS NON À L'EXTRÊME DROITE

Les 3 et 4 juillet, à Perpignan, le congrès du Rassemblement national (RN) intronisera Le Pen comme candidate à l'élection présidentielle de 2022. Une semaine après l'échec du RN à conquérir des régions et des départements, ce congrès prend une importance particulière pour le parti d'extrême droite qui a besoin de ressouder et remobiliser ses troupes pour partir à l'assaut de l'Élysée.

**M**algré les pressions internes et externes à remettre en question Marine Le Pen et sa stratégie de « dédramatisation », c'est le message qu'elle s'est empressée de lancer à l'issue de ces élections : « Parce que la présidentielle apparaît plus que jamais comme l'élection qui permet de changer de politique [...], je donne rendez-vous aux Français dès demain pour construire tous ensemble l'alternance dont la France a besoin. »

Elle sait combien la profonde crise sociale et politique constitue, en l'absence d'alternative réelle et crédible à gauche, un terrain fertile pour prospérer. La détermination du RN à s'emparer du pouvoir central reste entière. Notre détermination à faire barrage à l'extrême droite – qui est, sous sa « respectabilité » de façade, l'ennemi mortel des classes populaires et de la démocratie – doit rester entière, et grandir encore. Et la tenue du congrès du RN à Perpignan est une occasion de l'exprimer haut et fort, dans la rue de la capitale nord-catalane, le samedi 3 juillet.

### Perpignan : un tremplin national pour le RN

Le choix de cette ville de plus de 100 000 habitantEs, conquise par Aliot lors des dernières municipales, n'est pas un hasard. Le RN veut en faire une vitrine et prouver aux yeux de la classe dominante sa capacité à accéder au pouvoir et à le gérer, notamment en s'alliant avec des politicienEs de la droite institutionnelle, déjà bien gangrenée par le racisme et l'autoritarisme. Un objectif qui va de pair avec sa volonté de s'enraciner dans le tissu social, de réaliser cette implantation locale qui lui manque tant et qui lui a à nouveau manqué lors des élections départementales et régionales.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

### Faire de Perpignan un haut lieu de la résistance au RN

La ville de Perpignan est devenue un enjeu national. Après les quelques mois d'hésitation qui ont suivi l'élection d'Aliot à la mairie, le mouvement ouvrier et social du département a réagi immédiatement et unitairement à l'annonce du congrès du RN : il faut nous mobiliser et cette mobilisation doit avoir un caractère national.

Un appel a été lancé par une trentaine d'organisations – associatives, syndicales, politiques, et des collectifs (droits des femmes, en défense des migrantEs...) – qui, conscientes de l'enjeu, se sont adressées tout particulièrement aux organisations nationales pour qu'elles soutiennent et rejoignent la mobilisation : « En tenant son congrès national à Perpignan, le RN montre qu'il veut faire de cette ville, dont il a pu s'emparer lors des dernières municipales, un laboratoire et un tremplin pour le pouvoir central. Nous devons en faire un haut-lieu de la résistance à la montée de l'extrême droite dans ce pays. »

Même s'il aurait besoin d'être plus large, l'écho qu'a rencontré l'appel – et même de l'autre

côté des Pyrénées – permet de construire une mobilisation à la hauteur de l'enjeu. De plusieurs villes de la région mais aussi du pays, sont annoncées des délégations – en bus, en covoiturage, en train. Est attendue une participation significative des syndicats – y compris pour un service d'ordre assurant la sécurité de la manifestation – qui ont joué un rôle déterminant dans la construction de la mobilisation du samedi 3 juillet<sup>1</sup>.

La journée, qui se veut revendicative, politique et festive, sera rythmée par une série d'initiatives : une conférence de presse de porte-parole d'organisations nationales ; un accueil des délégations à partir de midi sur la place de Catalogne – avec une animation musicale et des interventions des syndicats à la tribune ; à 14 h manifestation dans les rues de Perpignan ; au retour, prises de parole sur la place des représentantEs des associations locales investies dans le combat quotidien antiraciste, antifasciste, démocratique. Avec un même mot d'ordre : No pasarán ! **Jean Boucher**

<sup>1</sup> Lire dans *L'Anticapitaliste* n°574 l'interview de Julien Berthélémy, secrétaire général de l'UD CGT 66.

## APPEL DES ORGANISATIONS DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Les samedi 3 et dimanche 4 juillet 2021, à Perpignan, le congrès du Rassemblement national (RN) désignera son ou sa candidate officielle à l'élection présidentielle de 2022. Cet événement est d'une importance considérable, puisqu'il exprimera la volonté de l'extrême droit d'accéder au pouvoir en France, éventuellement qu'il n'est désormais plus possible d'écarter.

À Perpignan et dans toutes les Pyrénées-Orientales, nos organisations luttent depuis des décennies contre la montée du racisme et du fascisme. Nos engagements militants, au-delà de leur diversité, ont notamment en commun le rejet de toute forme de discrimination, qu'elle soit raciste, sexiste, religieuse, homophobe, etc. Or, le RN, même s'il tente depuis quelques années de lisser son image afin d'étendre son électoral, reste le parti de la haine de toutes celles et tous ceux qui n'incarnent pas une identité nationale fantasmée et paranoïaque. Son obsession sécuritaire est incompatible avec la liberté de manifester et de s'exprimer, déjà gravement mise à mal depuis plusieurs années. L'extrême droite est le pire ennemi des droits sociaux et culturels et des libertés démocratiques, pour toutes et tous ! En tenant son congrès national à Perpignan, le RN montre qu'il veut faire de cette ville, dont il a pu s'emparer lors des dernières municipales, un laboratoire et un tremplin pour le pouvoir central. Nous devons en faire un haut lieu de la résistance à la montée de l'extrême droite dans ce pays. Les associations, collectifs, syndicats, mouvements et partis politiques des Pyrénées-Orientales soussignés demandent solennellement à toutes les personnes, toutes les organisations, tous les collectifs et toutes les coordinations, en France comme ailleurs, convaincus que l'extrême droite représente un danger mortel et que sa progression n'a rien d'inéluctable, de signer et diffuser cet appel à manifestation. Fédérons dès maintenant nos énergies pour dire non à l'extrême droite !

## FONDERIES

## MBF à Saint-Claude : usine liquidée et patron escroc



Le tribunal de commerce de Dijon a prononcé la liquidation judiciaire de la fonderie MBF Aluminium à Saint-Claude dans le Jura : sur le carreau, 280 salariéEs dans l'usine elle-même, 1 000 personnes au total expulsés de leur travail, en comptant tous les emplois induits.

L'usine MBF de Saint-Claude avait été placée en redressement judiciaire le 4 novembre 2020. La grève y était totale depuis le 31 mars 2021 : plus de 80 jours de grève pour l'emploi et le maintien des activités ! Les salariéEs avaient multiplié les actions et tenté de ne pas rester isolés. Avec leur intersyndicale, ils avaient entamé un tour de France des usines en lutte. Ils s'étaient notamment rendus devant l'usine PSA de Sochaux le 6 avril 2021 et avaient participé le surlendemain à un rassemblement aux côtés de salariéEs de Renault, notamment de l'ingénierie, devant le siège de l'entreprise à Boulogne. Au mois de mai 2021, les salariés avaient placé des bouteilles de gaz et d'oxygène près des dernières machines de l'usine. « Et nous, ici à Saint-Claude, on se sent inutile, alors on a décidé d'installer tout ce qui inflammable autour des dernières machines de l'entreprise. »

## Renault et gouvernement assassins !

L'usine, pour produire des carters de moteurs et des pièces de boîtes de vitesse, n'a plus que deux donneurs d'ordre : Renault et PSA Stellantis. La fin du diesel et des moteurs essence d'ici à 25 ans n'empêchent pas les firmes automobiles de continuer à en vendre encore aujourd'hui, donc à en produire. Les milliards d'euros octroyés sans contrôle ni contrepartie par le gouvernement à Renault et PSA sont des fonds pour restructurer et casser des emplois. Les salariéEs de MBF, le jour de la liquidation, ont crié dans les rues de Dijon : « Renault et gouvernement assassins ». Ils désignaient les vrais responsables ! Gouvernement et donneurs d'ordre ont ainsi laissé faire alors qu'ils savaient que le patron failli était sous le coup d'une instruction judiciaire pour abus de bien sociaux. L'information, quel hasard, a été rendue publique le jour de la liquidation. L'accusation, c'est entre autres de l'enrichissement personnel indu à coups de transferts de fonds frauduleux. Face à de tels patrons voyous et pour préserver l'emploi, la réquisition de leurs machines et de tous leurs biens s'impose. Ce serait la seule mesure efficace.

Correspondant

Le combat des grévistes du site de Dreuilhe-Lavelanet est exemplaire par ses objectifs et sa forme. Ils et elles sont déterminés et uniEs face à une direction butée et bien formatée pour imposer la casse de La Poste.

## Des objectifs clairs et d'avenir

Par cette lutte, il s'agit de défendre le service public avec des tournées assurant une meilleure distribution aux usagerEs et avec des bureaux ouverts plus largement et offrant un maximum de services de qualité. Il est donc question de lutte pour le climat en réduisant les kilométrages et en favorisant la proximité dans une zone rurale et de montagne. C'est, bien sûr, une grève pour l'emploi, contre la précarité et contre l'ubérisation. On notera que Philippe Salomon, le directeur départemental

## LA POSTE Dreuilhe-Lavelanet (Ariège) : plus de 3 mois de grève

Depuis le 25 mars, quinze factrices et facteurs sont en grève illimitée sur la plateforme courrier qui dessert le Pays d'Olmes et le Mirapicien (Ariège), contre la réorganisation de la distribution et des bureaux.



et « négociateur » obtus, va être nommé en janvier 2022 responsable d'un grand centre de distribution de colis, à Toulouse. Centre dans lequel il n'y aura aucune factrice, aucun facteur, mais des auto-entrepreneurs... auto-exploités donc.

## Une action démocratique et autogérée

Cette grève, avec l'aide des syndicats SUD et CGT, est conduite par les grévistes, qui décident collectivement des formes d'action, des revendications et du suivi des négociations.

Les usagerEs sont aux côtés des grévistes avec des actions indépendantes et un soutien quotidien pour l'intendance avec les contributions de commerçants locaux. Sans parler du soutien financier, nécessaire quand la direction joue la provocation en proposant de prendre en compte cinq jours de grève sur 98...

## Correspondant

Pour soutenir financièrement les grévistes : <https://www.leetchi.com/c/soutien-aux-grévistes-factrices-et-facteurs-de-dreuilhe>; ou chèque à l'ordre de SUD PTT 31 avec au dos « Soutien aux grévistes de Dreuilhe-Lavelanet » à envoyer à SUD PTT 31, 52 rue Jacques-Babinet BP 22351 31023 Toulouse cedex 1.

## PRIDE 2021 Pôles de luttes et lutte de classe, une marche pour les droits des LGBTI

Des dizaines de milliers de personnes ont rejoint le Pôle de luttes le 26 juin pour une Pride revendicative de Pantin à République. La commission LGBTI du NPA a participé à la construction de ce Pôle de luttes qui rassemblait les organisations : Acceptess-T, Act Up Paris, FièrEs, le STRASS (Syndicat du travail sexuel en France), l'UCL.

L'idée de ce pôle était une volonté de construire un espace de politisation avec des revendications claires autour des questions LGBTI, refusant la politique du gouvernement et affirmant vouloir dégager les idées réactionnaires et celles et ceux qui les portent.

## « Dans cette société, nous ne serons jamais libres »

Les prises de parole ont amorcé le début de la marche. À la suite de FièrEs, Mimosa de la commission LGBTI du NPA a dénoncé au micro l'hypocrisie du gouvernement face aux conséquences de la crise sur nos vies. L'intervention a été ponctuée de reprises en chœur de slogans « Macron, démission ! » « On est avant tout, même si on voudrait nous faire croire le contraire, des travailleuses et des travailleurs, des personnes précieuses. Il faut une mobilisation de masse de l'ensemble des gens qui sont opprimés, exploités, aliénés par le système capitaliste. [...] On sait très bien que dans cette société, nous ne serons jamais libres. C'est pour ça qu'il faut que les LGBTI renversent cette société ».

La marche s'est élancée au rythme des slogans et du mix de la DJ Barbara Butch. Les militantes travailleuses du sexe racisées étaient en tête devant les banderoles. Loin de ces trop nombreuses années où l'avant du cortège alignait les personnalités de la politique bourgeoise en chemise blanche. Ce qui a marqué dans cette marche, c'est aussi qu'elle a été débarrassée des chars marchands qui délavent à grand coup de pinkwashing la portée de nos revendications. L'association de flics FLAG n'y a pas participé, tout comme l'association sioniste Beit Haverim. Cependant, nous



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

ne pouvons que constater que l'ensemble des problèmes n'ont pas été réglés : toutes celles et ceux qui défendent une politique de droite, de casse de nos emplois et d'accentuation de nos conditions de précarité n'ont rien à faire dans une marche pour l'égalité. Ce qui montre à quel point le Pôle de luttes était nécessaire. Parmi les revendications du Pôle de luttes, la régularisation de toutes les personnes sans-papiers et le libre accès aux parcours de transition.

## « Le temps est pourri, le gouvernement aussi ! »

Après huit ans de tergiversation des gouvernements Hollande et Macron, les LGBTI ont bien compris que c'est dans la rue que ça se passe pour gagner la Procréation médicalement assistée (PMA). Tout au long du cortège,

les manifestantEs n'étaient pas seulement là pour le plaisir de se retrouver après un an et demi sans lieux communautaires, mais aussi pour combattre un « cis-tème » excluant<sup>1</sup>. Les jeunes venus défiler en masse réclament l'interdiction des thérapies de conversion et la fin de toutes les formes de violence subies par les personnes LGBTI.

Au milieu de la marche, l'association ACT-UP a pris la parole et lancé un die-in. Les manifestantEs se sont couchés en mémoire des victimes du sida pendant que la sirène retentissait.

## « Assez de cette société qui oppresse les trans, les guinées et les pédés ! »

Des agressions transphobes se sont produites en marge du cortège. Une personne transgenre a été interpellée par la police après avoir été agressée par un petit groupe de « féministes » d'extrême droite TERF (Trans-Exclusionary Radical Feminist), venues provoquer les manifestantEs avec des slogans nauséabonds. Cette agression montre une fois de plus que les flics n'ont rien à faire

dans nos fiertés et que nous devons organiser notre sécurité nous-mêmes.

Le bilan de cette manifestation est toutefois positif. Le NPA a prouvé qu'il est possible de porter des messages radicaux dans un cadre unitaire. Mais la politique que nous avons portée en commun avec l'ensemble des organisations du Pôle de luttes ne doit pas s'arrêter là. Nous voulons construire un mouvement de masse capable de gagner sur nos revendications.

À l'arrivée place de la République, Mimi, présidente d'Acceptess-T, a interpellé la foule pour la dernière prise de parole sur la nécessité de fédérer les LGBTI dans les luttes face à l'exploitation.

Le combat se poursuit pour des victoires immédiates (fin des thérapies de conversion, PMA remboursée pour toutes et tous) et pour construire un mouvement d'ensemble ancré dans la classe ouvrière. « Aujourd'hui dans la rue, demain on continue ! »... jusqu'à la révolution.

## Commission LGBTI du NPA

1 - « Cis » désigne une personne en accord avec le genre qu'on lui a assigné à la naissance.

## RACISME

## Valeurs actuelles au tribunal pour rendre compte de son racisme contre Danièle Obono

Dans son édition datée du 27 août 2020, le torchon d'extrême droite Valeurs actuelles avait cru bon de rédiger une « fiction » mettant en scène Danièle Obono, réduite en esclavage – par des « Arabes », forcément –, illustrations racistes à l'appui. Près d'un an plus tard, se tenait à Paris le procès intenté à Valeurs actuelles pour « injure à caractère raciste ».

Lors de la publication de l'immonde « fiction », l'indignation s'était rapidement, et légitimement, emparée des réseaux sociaux. Nous avons alors

exprimé toute notre solidarité avec notre camarade Danièle Obono, et tout notre mépris, pour ne pas dire notre dégoût, face aux ignominies publiées par Valeurs actuelles.



# VACCINATION Préparer (ou pas) la 4<sup>e</sup> vague

Confirmant ce qui se passe dans d'autres pays (États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Portugal, Russie, Singapour, Australie...) la progression de ce variant est très rapide en France. Selon le ministère de la Santé lui-même, il a représenté 10,5% des nouvelles contaminations dans la semaine du 14 au 20 juin, alors que la fourchette se situait entre 2 et 4% la semaine précédente.

À ce rythme, il ne fait guère de doute que, dans quelques semaines, le variant «delta», considéré comme 40 à 60% plus transmissible, sera devenu dominant sur tout le territoire. Le centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) prévoit qu'il représentera 70% des contaminations dans l'Union européenne d'ici fin juillet et 90% d'ici l'automne. La bonne nouvelle, malgré la mauvaise, est que les vaccins semblent conserver une assez bonne efficacité – si la vaccination est complète (deux doses).

La question posée aujourd'hui n'est donc pas de savoir s'il y aura une «quatrième vague», mais de se préparer à y faire face, pour que son ampleur soit la plus réduite possible. La vaccination, accompagnée de mesures de prévention et de dépistage rapide sont les éléments clés pour y parvenir.

## Une vaccination qui patine

Mais, alors même que la vaccination apparaît comme une question

*En quelques jours le discours gouvernemental concernant l'épidémie s'est fait moins euphorique. Tous les signaux, tant au plan international que national, laissent en effet prévoir, à l'automne (voire plus tôt) une «quatrième vague», portée par le variant «delta» (identifié d'abord en Inde).*



WIKIMEDIA COMMONS

clé, elle montre des signes d'essoufflement. De près de 400 000 par jour, début juin, le nombre de premières vaccinations a chuté à 200 000, et les plateformes d'inscription voient les demandes baisser pour les prochaines semaines, malgré l'ouverture de la vaccination à partir de 12 ans.

Après la lenteur des premiers mois et le manque de doses, on est désormais confronté à la difficulté à convaincre les secteurs de la population les plus réticents afin d'atteindre une couverture vaccinale suffisante, ainsi qu'à l'insuffisance des moyens pour

remonter et casser les chaînes de contamination. Or, pour y parvenir, il faudrait agir avec des moyens humains de proximité, mobiles, allant au devant de la population, menant un travail de conviction, favorisant l'accès à la vaccination et pratiquant avec bienveillance et compréhension le traçage et l'isolement des personnes contaminées : des moyens inenvisageables pour un pouvoir qui pense pouvoir remplacer l'humain par des applications numériques et ne connaît que les injonctions culpabilisantes et les menaces de sanction.

## Responsabilités gouvernementales

Lors de leur déplacement dans les Landes, Castex et Vèran n'ont rien trouvé de mieux à faire que montrer du doigt les soignantEs, pas encore convaincuEs de se faire vacciner, et de les menacer de rendre obligatoire la vaccination en septembre.

Ces injonctions sont d'autant plus malvenues que le pouvoir, malgré les promesses présidentielles, n'accorde toujours pas les moyens indispensables aux EHPAD et aux hôpitaux, abandonne les équipes soignantes à leur sort, accélère le délabrement du système hospitalier public.

Enfin, la succession indéfinie des «vagues» continuera à déferler tant qu'une immunité ne sera pas acquise au niveau mondial, ce qui suppose la levée des brevets à laquelle, malgré ses déclarations, Macron continue de s'opposer. S'il n'y a pas de fatalité à ce que la 4<sup>e</sup> vague soit à nouveau marquée par la multiplication des cas graves, des hospitalisations et des morts évitables, c'est la mobilisation pour imposer d'autres choix que ceux de l'exécutif qui permettra de l'éviter.

Jean-Claude Delavigne

Devant l'usine de Renault Flins, près de 300 salariéEs de la filière automobile se sont rassemblés à l'appel de syndicats CGT et Solidaires de plusieurs sites, de l'UD 78 et de la fédé métallurgie CGT. Malgré la pluie, les équipes militantes de Renault Flins, Le Mans, Cléon, Sandouville, Lardy, Guyancourt, Choisy, Sovab, VSE, PSA Poissy, Douvrin, Centre tertiaire, Toyota Maubeuge, confrontent leurs envies de lutter, les difficultés de mobilisations, échangent leurs expériences. Avec la conscience qu'il faudrait passer à une autre phase d'intensité et de coordination des luttes pour espérer gagner.

## À Montbéliard aussi

À Peugeot Montbéliard il y avait, le même jour, une autre initiative. De 150 à 180 salariéEs se sont réunis devant la portière Stellantis. Si l'appel à la grève pour ce mardi

## AUTOMOBILE Rassemblements de lutte devant les usines Renault Flins et PSA Montbéliard

*Retour sur deux rassemblements qui se sont déroulés le mardi 22 juin.*



DR

22 juin n'a pas été suivi dans l'usine, 25 jeunes salariéEs de l'usine de Faurecia Montbéliard, fabricant de sièges, ont débrayé.

À noter la présence au rassemblement de 25 salariéEs venus de l'usine PSA de Mulhouse, de délégations venues de Metz, Charleville, Vesoul, Pont de Roide, Beaulieu, et de représentants de la fédé métallurgie CGT. Étaient aussi présents une délégation CGT de l'hôpital de Trevenans et des membres de FO territorial Montbéliard

Une délégation de l'IG Métal allemande d'Opel était également là, composée de militants maoïstes portant des banderoles de «[l']International Automotive Workers Conference».

Blog NPA auto-critique

que la défense de *Valeurs actuelles* s'inscrit dans une démarche plus globale de banalisation des idéologies les plus réactionnaires et de légitimation, dans le débat public, d'idées qui n'y auraient pas eu leur place il y a encore quelques années. Une dynamique qui participe de la «normalisation» du Rassemblement national et de son programme raciste, et qui en dit plus long sur les évolutions du champ politique que sur celles – supposées – du RN.

## Valeurs actuelles... et les autres

Ce n'est pas la première fois que Danièle est ciblée par les réactionnaires et les racistes, et le moins que l'on puisse dire est que nombreux sont ceux qui ont pavé la voie à *Valeurs actuelles*, responsables politiques, éditorialistes, qui ne supportent pas qu'une femme noire

occupe un espace politique et médiatique pour y défendre ses convictions. Ce n'est pas non plus la première fois que le torchon *Valeurs actuelles* a recours à l'outrance raciste. On se souviendra ainsi, par exemple, que l'hebdomadaire a été condamné en 2015 pour «incitation à la haine» suite à un dossier intitulé «Roms, l'overdose».

Ce qui n'empêche pas nombre de «grands médias», au premier rang desquels les chaînes d'info en continu, d'inviter régulièrement des «éditorialistes» de *Valeurs actuelles* pour commenter l'actualité, contribuant à légitimer et normaliser les positions réactionnaires et racistes de l'hebdomadaire. Et ce qui n'a pas empêché Emmanuel Macron d'accorder une interview à ce torchon en octobre 2019, dans laquelle il affirmait qu'il s'agissait d'un «très bon journal».

Et l'on n'oublie pas que Philippe Val, ex-parton de *Charlie Hebdo* et de France Inter a cru bon de venir, lors du procès, défendre *Valeurs actuelles*, affirmant qu'il n'avait «jamais lu d'articles qui relèvent du racisme ou du mépris de l'autre en raison de l'origine» dans l'hebdomadaire. Le jugement a été mis en délibéré et le tribunal fera connaître sa décision le 29 septembre. J.S.

## RÉÉDITION DE MEIN KAMPF



# 13<sup>e</sup> UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

DU DIMANCHE 22 AU MERCREDI 25 AOÛT

Accueil à partir du samedi 21 août après-midi, départ le jeudi 26 août après le petit-déjeuner

**Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.**

INSCRIPTION EN LIGNE: [NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG/UE2021](http://NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG/UE2021)

## FORMULAIRE D'INSCRIPTION

**NOM:** \_\_\_\_\_

**PRÉNOM:** \_\_\_\_\_

**ÂGE:** \_\_\_\_\_

(Attention: les mineurEs venant seuls doivent fournir dès l'inscription une autorisation parentale)

**SEXE:** \_\_\_\_\_

**ADRESSE:** \_\_\_\_\_

**CODE POSTAL:** \_\_\_\_\_

**VILLE:** \_\_\_\_\_

**EMAIL:** (écrire lisiblement) \_\_\_\_\_

**NOMBRE D'ADULTES INSCRITS:** \_\_\_\_\_

**NOMBRE D'ENFANTS INSCRITS:** \_\_\_\_\_

**DATE(S) DE NAISSANCE DES ENFANTS INSCRITS:** \_\_\_\_\_

Souhaitez vous que vos enfants soient gardés en journée?

**OUI**  **NON**

**SOMME TOTALE DUE:** \_\_\_\_\_

**MONTANT DE L'ACOMPTÉ** \_\_\_\_\_

(la moitié de la somme due): \_\_\_\_\_

Avec qui l'hébergement est-il souhaité? (Attention, précisez impérativement si la distanciation physique est nécessaire dans le logement): \_\_\_\_\_

Autres indications (mixité possible ou non, couche-tôt, problèmes particuliers...): \_\_\_\_\_

Pour les personnes handicapéEs, précisez si des aménagements particuliers sont nécessaires pour l'hébergement (chambre aménagée, accompagnement, etc.).

## «Satire politique» ?

À l'occasion du procès, les responsables de *Valeurs actuelles* et leur avocat ont expliqué qu'il s'agissait d'une simple «satire politique», minimisant à outrance le caractère raciste de la publication. L'auteur de la fiction a ainsi expliqué que «ce n'est pas pour sa couleur de peau que Mme Obono a été choisie», mais en raison de ses idées politiques et notamment de son «idéologie raciale et indigéniste». Une petite musique désagréable mais désormais bien connue, par laquelle les idéologues d'extrême droite et de droite extrême tentent de justifier toutes leurs saillies racistes par des références à la «liberté d'expression» et au «débat d'idées». Quoi que l'on pense des lois pénalisant les propos racistes, force est de constater

# Le Nouveau Parti anticapitaliste rentre dans la campagne présidentielle



*Après 18 mois de pandémie, force est de constater que le système capitaliste est incapable de résoudre les grands problèmes de l'humanité: au contraire, il en crée de nouveaux. En utilisant la stratégie du choc à l'occasion de cette crise sanitaire, les classes dominantes amplifient leur offensive contre les classes populaires: suppressions d'emplois et licenciements, restructurations, développement de la précarité, remise en cause des libertés démocratiques... La course aux profits d'une minorité menace les emplois, la santé de la majorité de la population mondiale, comme l'état de la planète et l'avenir de l'humanité. Il est grand temps de mettre fin à cet ordre capitaliste injuste et d'avancer vers une société qui organise la production et les rapports sociaux en fonction des besoins sociaux et des nécessités écologiques, qu'on l'appelle écosocialiste, communiste ou autogestionnaire.*

La crise sanitaire est révélatrice à bien des niveaux, que ce soit l'origine de la pandémie ou l'incapacité du pouvoir à réagir, à stopper la machine à profit au détriment de la santé des « premières lignes » et de l'ensemble du monde du travail. La propriété privée est apparue à une large échelle en contradiction avec la défense de nos vies, comme l'illustre le maintien des brevets sur les vaccins. Tous les niveaux de crises – sanitaire, écologique, économique, sociale, démocratique – se conjuguent pour produire un sombre bilan pour le capitalisme. Cela ne peut plus durer ! Ce n'est pas seulement le NPA qui le dit mais des millions d'exploités et d'opprimés qui défendent leurs droits les plus élémentaires dans différentes parties du monde.

## Face à un gouvernement à l'offensive, les colères sociales sont là

Depuis le début du mandat de Macron, les colères sociales n'ont pas disparu, bien au contraire ! Ni les confinements ni l'empilement des lois répressives n'ont fait disparaître la radicalité de l'expérience des Gilets jaunes ou celle de la grève contre la réforme des retraites de l'hiver 2019-2020, des mobilisations de la jeunesse pour le climat, contre le racisme et le sexisme. Assurance chômage, violences policières, offensives islamophobes et racistes, lois autoritaires et liberticides, politiques qui font flamber la planète : les terrains de mobilisation n'ont pas manqué depuis un an pour que la révolte contre la politique du pouvoir se déconfiner. Des luttes se développent également sur le terrain de la défense des droits : des femmes depuis le mouvement #Metoo, des LGBTI, notamment autour de la PMA, des migrantEs et contre les violences policières et racistes.

La nécessité de la construction d'un mouvement d'ensemble, d'un affrontement qui puisse aller jusqu'au bout pour arracher des victoires, est là. Car, en l'absence de ces victoires sociales et de perspectives politiques pour sortir de ce système, les vents les plus mauvais soufflent. Du gouvernement au Rassemblement national, en passant par la droite dite « classique », le discours sur « l'islamo-gauchisme » et le séparatisme, les tribunes des militaires, la manifestation des policiers rejoints par plusieurs responsables politiques devant l'Assemblée nationale... participent d'une même dynamique. La montée en puissance de la droite et de l'extrême droite a de profondes racines sociales, qui se sont développées dans le terreau laissé par quarante années de politiques racistes et antisociales. Les idées d'extrême droite progressent, dans la société et au sein de l'appareil d'État, notamment dans la police et l'armée, et le pouvoir en porte la première responsabilité.

## Absence d'alternative, menace de l'extrême droite

Surfant sur le désespoir des couches populaires, le RN tente de détourner la colère vers un projet mortifère, libéral, raciste et identitaire. La prise du pouvoir par l'extrême droite devient envisageable, avec tout ce que cela comporterait de dangers pour les droits et libertés démocratiques, pour touTEs et pour les organisations du mouvement social. Mais combattre l'extrême droite, ce n'est pas refaire « l'union de la gauche », une union électorale entre partis de gauche discrédités par leurs politiques passées et demain gestionnaires loyaux des intérêts capitalistes. Car à gauche, loin d'affronter cette situation, les digues tombent les unes après les autres. Du PS au PCF, en passant par le possible candidat d'ÉELV, tous ces partis gestionnaires du système se sont fourvoyés en allant manifester aux côtés des policiers enrégés et de l'extrême droite.

Jean-Luc Mélenchon et LFI ne seront pas nos adversaires lors de l'élection présidentielle, mais ils sont l'expression d'un populisme de gauche qui refuse de s'affronter jusqu'au bout avec ce système. À savoir s'attaquer aux profits, à la propriété privée, au pouvoir patronal et aux institutions. Force est de constater qu'ils ne représentent pas une alternative pour le camp des exploités et des opprimés. Les positions de LFI pour le deuxième tour des régionales montrent en particulier qu'elle ne rompt pas avec la gauche institutionnelle. Les dernières élections régionales et départementales sont riches d'enseignements. Par dizaines de millions, ouvrierEs, employéEs, jeunes, couches populaires, ne se sont pas déplacés pour aller voter. Le parti du pouvoir, LREM, plafonne à 10% des votants. Cela témoigne du refus de l'affrontement annoncé entre Macron et Le Pen l'an prochain, sans que s'esquisse la moindre alternative populaire et progressiste. Le RN, plus bas qu'annoncé, apparaît toujours comme le principal opposant aux « sortants », qu'ils soient LR ou PS.

C'est dans cette situation que débute la séquence de l'élection présidentielle. Celle-ci doit être l'occasion de populariser une partie de notre programme pour redonner confiance dans un projet anticapitaliste et révolutionnaire.

L'absence de représentation politique anticapitaliste de masse, l'offensive réactionnaire et le recul des luttes sociales, la montée du désespoir et la peur d'un avenir sombre, sont autant d'éléments qui pèsent sur la situation. C'est pourquoi un axe central de notre campagne sera de construire des fronts contre les thématiques réactionnaires et d'avancer la nécessité de lutter pied à pied contre l'extrême droite en construisant les mobilisations unitaires les plus larges.

**Nous voulons porter l'idée que celles et ceux d'en bas fassent irruption sur la scène politique, que les exploités et les opprimés se représentent eux-mêmes et elles-mêmes, pour en finir avec l'exploitation capitaliste, le saccage de la planète et toutes les oppressions. Cela doit être au cœur de notre campagne.**

## Une campagne qui part des urgences sociales, écologiques et démocratiques

► **Garantir une vie et un salaire décent pour toutes et tous.**

Cela passe par la garantie de vivre dignement avec **un revenu tout au long de la vie, au moins égal à un SMIC de 1800 euros net**, y compris lorsque l'on est sans travail, que l'on fait des études, que l'on recherche un emploi ou que l'on est à la retraite. Toutes et tous doivent pouvoir avoir un travail, répondant aux besoins de la société et de la préservation de la planète. Cela passe par **une réduction massive du temps de travail, sans augmentation des cadences, en parallèle d'une augmentation des salaires de 400 euros par mois pour toutes et tous**. Ce partage du travail entre touTEs est le seul moyen d'en finir avec le chômage. Cela passe aussi par **enlever le droit des capitalistes à**



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

**décider de nos vies, en interdisant les licenciements.** Nous voulons aussi développer ce qui rend la vie « belle », la diversité des expressions artistiques et culturelles...

► **Contrôler, socialiser et étendre les biens communs pour résoudre l'urgence sociale, sanitaire et écologique.**

Nous proposons de renforcer les services publics existants et d'en créer de nouveau. Dans les secteurs de la santé, de l'industrie pharmaceutique, de l'éducation, de l'énergie ou des transports, les capitalistes se sont assez gavés, ils ont suffisamment détruit la planète et notre santé. **Il faut les exproprier et nationaliser les banques dans un monopole public.** Nous défendons la **gratuité des transports** et d'autres services. Le productivisme et la course aux profits empêchent de réorganiser la production et menacent la planète. Il y a urgence à **planifier la réorganisation de l'économie sur des bases écologiques et démocratiques.** C'est la seule façon de préserver tous les emplois tout en produisant autrement et en préservant la planète.

► **En finir avec un régime autoritaire, raciste et inégalitaire**

Pour contrôler nos colères, le pouvoir renforce toujours plus les moyens répressifs et autoritaires de l'État, et cherche à nous opposer les unEs aux autres : nos ennemis seraient selon eux les immigréEs, les féministes, les LGBTI...

Notre campagne défendra la fin de cette république impérialiste des riches et des patrons et du présidentielisme particulièrement incarné par Macron. **Le salaire des éluEs sera ramené au salaire médian de la population et touTEs les éluEs seront révocables en cours de mandat.**

La police, gangrenée par l'extrême droite, maintient l'ordre social par la violence et le racisme. **Nous nous opposons à la répression policière et voulons la suppression des corps spéciaux de répression (BAC, BRAV...).**

À contre-courant, face à la montée du racisme et de l'islamophobie, nous serons les seuls à défendre la solidarité internationale, avec **la liberté de circulation et d'installation, avec ou sans papiers, et le droit de vote pour les étrangerEs.**

Nous mènerons la bataille **contre les violences et pour l'égalité des droits**, pour les femmes et les LGBTI. La crise sanitaire a rappelé la nécessité de **revaloriser les métiers des « premières de corvée »** et de **socialiser les tâches « reproductives »**.

Dans cette campagne, nous portons la volonté de rassembler pour changer le rapport de forces, de construire une contre-offensive, une mobilisation d'ensemble du monde du travail avec des grèves de masse, des manifestations, des révoltes. Parce qu'il n'y a pas de « sauveur suprême », il faut unir les nôtres pour se battre et défendre nos droits.

Nous défendons la perspective d'une rupture avec le capitalisme : construire consciemment nos luttes, nos mobilisations pour exercer notre contrôle sur l'organisation de la société, de la production, reconstruire associations, syndicats et cadres d'auto-organisation. Pour un gouvernement du monde du travail, aussi fidèle aux intérêts de notre camp que Macron et Le Pen le sont à ceux des capitalistes.

Nous proposerons à celles et ceux qui se retrouvent dans nos perspectives de se regrouper sans attendre. Les exploités et les opprimés ont en effet besoin d'un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, qui devrait être bien plus large que ne l'est le NPA, davantage implanté sur les lieux de vie, de travail et d'étude. Un outil pour contribuer au renversement du capitalisme, vers une société écosocialiste, pour l'émancipation de l'humanité.

## Philippe Poutou défendra les couleurs anticapitalistes et révolutionnaire lors de la prochaine élection présidentielle

Nous présentons la candidature de Philippe Poutou car il incarne la nécessité de s'affronter à ce système, de s'organiser pour le faire, et de défendre la perspective d'une société libérée de l'exploitation et des oppressions. C'est ce que nous voulons contribuer à porter dans la rue et dans les urnes. Ce n'est pas un professionnel de la politique. Ouvrier qui s'est battu contre Ford, un de ces groupes industriels qui nous met au bord du gouffre, licencié au bout de 10 ans, c'est un travailleur qui ne lâche rien et fait de la politique, s'oppose au grand patronat, et veut dégrader Macron et tous les politiciens, de droite ou de gauche, au service des classes dominantes. À travers son activité militante, politique et syndicale, il représente aussi notre volonté de rassembler et de prendre nos affaires en main.

Parce que nous refusons la personnalisation, nous voulons mener une campagne collective qui donne à voir une diversité de profils de camarades issuEs des luttes de ces dernières années. Ainsi, aux côtés de notre candidat et des porte-parole du NPA, nous mettrons en place un collectif de porte-parole de la campagne de Philippe Poutou.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

**Festivals**

# C'est l'été et le jazz est partout!

Inutile de rappeler ici les racines du jazz et du blues, musiques populaires issues de la révolte de la minorité afro-américaine. Dans les années 1960, cette musique deviendra « free » (ce qu'elle a toujours été en fait) et portera l'étendard de toutes les révoltes et révolutions. Cette tradition n'est pas morte, loin de là, mais le jazz s'est tellement enrichi d'influences diverses qu'il faut aller le découvrir un peu à l'aventure. Et ça ne sera jamais pour le pire mais toujours pour le meilleur.

Une première sélection ici car, que les spectacles soient gratuits ou payants, les places seront quand même chères cet été où on prévoit une fréquentation record.

**Jazz in Marciac 2021 du 24 juillet au 7 août**

En tout bien tout honneur, commençons par le festival le plus connu, celui du Gers. Les organisateurs, comme tous les événements de cet été, ont été obligés de fixer un protocole strict qui risque d'être la norme partout alors autant le connaître à l'avance : « Le 24 juillet, autant dire demain, nous retrouverons tout ce qui rend notre festival unique. Comme la plupart des festivals, Jazz in Marciac sera tenu d'appliquer les protocoles sanitaires imposés aux grands rassemblements : [www.gouvernement.fr](http://www.gouvernement.fr). Sauf disposition contraire édictée ultérieurement, l'accès au site du chapiteau sera soumis à la présentation d'un "pass sanitaire" : certificat de vaccination ou test PCR négatif de moins de 48 heures ou certificat de rétablissement de la Covid-19. Afin de respecter la distanciation physique, nous avons dû mettre en place notre propre système de vente. Rendez-vous sur <https://jazzinmarciac.com> ».

La programmation de cette année est la plus riche possible en raison des difficultés de voyager pour les musiciens étatsuniens et leurs équipes. Marciac programme cette année trois « chouchous » du journal : la picto-charentaise Géraldine Laurent (salle de l'Astrada, le 3 août), la « bretonne » Sophie Alour (salle de l'Astrada le 7 août)

et le duo occitan-argentin Émile Parisien avec Vincente Peirani Abrazo (ou l'inverse comme vous voulez) le 1<sup>er</sup> août, sous le chapiteau. Mais pas que. Ci-dessous, une sélection très subjective entre chapiteau et Astrada. Concerts et surprise tous les jours.

- Robin McKelle
- Alterations, Kimberose, le samedi 24 juillet 2021 sous le chapiteau, pour l'ouverture du festival;
- Kyle Eastwood
- Cinematic, le dimanche 25 juillet 2021 sous le chapiteau;
- Erik Truffaz

- Quartet - Lune Rouge, le mercredi 28 juillet 2021 à l'Astrada;
- Leyla Mc Calla - The Capitalist Blues et Lisa Simone le jeudi 29 juillet 2021 sous le chapiteau;
- Rolando Luna Trio & guest, Ibrahim Maalouf le vendredi 30 juillet sous le chapiteau;
- Le cubain Roberto Fonseca avec les New Bulgarian Voice le dimanche 1<sup>er</sup> août 2021 sous le chapiteau;
- Belmondo Quintet - Brotherhood, Michel Portal le mercredi 4 août 2021 fermeront le chapiteau.



**Millau Jazz Festival, 30<sup>e</sup> édition, du 16 au 24 juillet**

Rendez-vous culturel majeur de l'été Millavois depuis 1992, Millau Jazz Festival a toujours su faire face à l'adversité en se réinventant sans cesse. La pandémie aura eu raison de la 29<sup>e</sup> édition. En 2021, le festival fête ses 30 ans et fait le pari d'une édition explosive et surprenante, riche de propositions aux grandes ambitions, et surtout, à la hauteur de vos désirs! Programmation à découvrir dans les jours prochains.

**Jazz sous les pommiers du 25 au 29 août (Coutances, Manche)**

Cette année, pour sa 40<sup>e</sup> édition, le festival Jazz sous les pommiers vous réserve des surprises. Entre autres : Brad Mehldau; Théo Ceccaldi; Fidel Fourneyron; Henri Texier 5tet; Ibrahim Maalouf; Yakir Arbib; Laurent Bardainne & Tigre d'Eau Douce; Carine Bonnefoy Large Ensemble; Boujou Jazz Factory; Carte Blanche à Yael Naim; Cheick Tidiane Seck; Macha Gharibian Trio; K.O.G And The Zongo Brigade; La Belle Image; Shake Stew; et bien d'autres encore à découvrir sur le site internet du festival.

**Parfum de Jazz dans la Drôme du 8 au 21 août**

Parfum de Jazz propose des concerts gratuits destinés aux habitants des villages de Drôme provençale en marge des concerts payants proposés en soirée. Ils se déroulent en fin d'après-midi, en extérieur, sur la place d'un des villages participants ou sur un autre lieu central, dans un esprit de convivialité. Les artistes invités, avec une dominante féminine, se produiront plusieurs fois, en différents lieux, pendant toute la durée du festival. Une occasion de découvrir des villages drômois souvent terres de résistance.

**Sylvain Chardon**

1 - À noter que le festival-bis avec les concerts gratuits sur la place du village auront bien lieu. Les artistes qui se succèdent sur cette scène en plein air représentent toutes les tendances du jazz et il n'est pas rare d'y entendre des talents confirmés et surtout d'y découvrir des talents prometteurs.

**Cinéma**

# Des hommes, de Lucas Belvaux

Film franco-belge, 1h41, sorti le 2 juin 2021.



Plus d'un million d'« appelés » ont dû effectuer leur service militaire alors obligatoire en Algérie. Leur nombre a progressivement augmenté entre 1954 et 1962 : à la fin, ils étaient un demi-million pour un service militaire de 28 mois. Parmi eux, environ 12000 ont refusé d'y aller. D'autres ont participé à des actions de protestation dans les trains qui les amenaient vers Marseille où ils devaient s'embarquer : selon le ministère de l'Intérieur, un train d'appelés du contingent en Algérie sur cinq fait l'objet de troubles au printemps 1956, estimation sans doute inférieure aux chiffres réels, selon des historiens. Les militants trotskistes ont, avec d'autres, soutenu ces actions.

**Un film à «ras de bidasse»**

Mais la grande majorité a fini par y aller, sans enthousiasme. Ce sont ceux-là qui constituent les personnages du film de Belvaux, film qui vient après *Chez nous* consacré à l'extrême droite. Le film est inspiré d'un roman de Laurent Mauvignier. Dans un gros village de l'Est ou du Nord de la France, au début des années 2000, vit dans la misère un marginal surnommé Feu-de-bois en raison de l'odeur qu'il répand. En fait, il s'appelle Bernard et a fait partie de ces appelés. Sa vie est un échec et il n'a jamais réussi à s'en remettre mais aussi de ce qu'il avait vu et fait en Algérie au « nom de la France » : ratissages, destruction de villages et de récoltes, exécutions sommaires, viols, tortures... Son cousin Rabut est lui aussi hanté par ses souvenirs mais il n'en a jamais parlé comme les autres anciens combattants du village : ils font un méchoui annuel mais restent silencieux sur la réalité de ce passé. Feu-de-bois va déclencher la crise en faisant irruption au pot de retraite de sa sœur où il insulte tout le monde et ensuite, complètement saoul, en s'attaquant à la famille de l'unique « Arabe » du village, Chefraoui, jusqu'à essayer de violer sa femme. Durant l'essentiel du film, les principaux personnages ne parlent pratiquement pas, la bande-son est faite de leurs réflexions. Feu-de-bois fait tout remonter à la surface : le passé et le présent, comme ce moment où il fallait désigner un délégué du personnel dans l'entreprise où travaille Chefraoui. Personne ne voulait le faire. Chefraoui a fini par se proposer pour rendre service. Immédiatement, alors, quelqu'un d'autre a dit qu'il allait le faire et personne n'a rien dit... C'est un film à «ras de bidasse». C'est sa force : il montre ce que les appelés ont vu et ont été amenés à faire. C'est peut-être aussi sa faiblesse. Le système colonial est largement absent de même que les responsabilités des gradés et politiciens français. Les appelés ont peur de ce que les «fellaghas» peuvent faire mais la torture systématique d'unités spécialisées de l'armée française n'est pas montrée. Mais, servi par d'excellents acteurs et actrices (Darroussin, Depardieu, Catherine Frot et d'autres), ce film est un utile rappel de ce qu'a été la sale guerre menée par l'armée française, guerre qu'on a mis longtemps à nommer (à l'époque, le terme officiel en France était «événements d'Algérie») et de son impact sur des milliers d'« hommes ».

Henri Wilno

**Exposition**

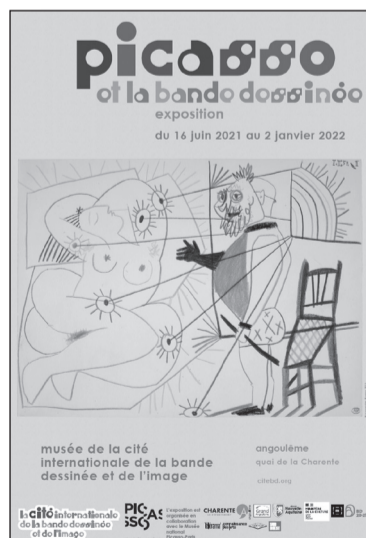
# Picasso et la BD, une vraie passion

16 juin 2021-2 janvier 2022 au Musée de la Bande dessinée, Quai de la Charente à Angoulême. <http://www.citebd.org/>

L'exposition consacrée à Emmanuel Guibert, lauréat 2020 du Grand Prix de la BD d'Angoulême, s'est à peine terminée le 27 juin au musée des Beaux-Arts d'Angoulême que, depuis le 16 juin, la Cité internationale de la bande dessinée et de l'Image plus communément appelée « musée de la BD » a pris le relais avec une formidable exposition consacrée à « Picasso et la BD ».

**Qui a influencé qui ?**

Initialement présentée au musée national Picasso de Paris du 21 juillet 2020 au 3 janvier 2021, l'exposition, dans une nouvelle scénographie enrichie, est la première consacrée à l'étude des liens entre les œuvres de l'artiste et cette forme d'expression graphique. À travers une sélection de dessins, d'estampes et de planches originales de Picasso et d'autres artistes, « Picasso et la bande dessinée » aborde à la fois le goût du peintre pour la bande dessinée, mettant en évidence ses lectures dans le



domaine, et la manière dont certaines de ses œuvres, par leur mise en page ou leur efficacité graphique notamment, puisent aux sources du neuvième art. Le parcours aborde aussi le phénomène Picasso dans la bande dessinée en montrant la présence parallèle de l'homme et de ses œuvres dans les planches tout

au long du 20<sup>e</sup> siècle et jusqu'à nos jours. Car Picasso peuple les univers de Gotlib, Clément Oubrerie, Reiser ou Art Spiegelman. Plus encore, ses œuvres ont été reprises ou évoquées par des auteurs aussi divers que Hergé, Edgar P. Jacobs, Milo Manara ou Enki Bilal, souvent avec admiration, parfois avec humour ou irrévérence, créant ainsi un musée Picasso imaginaire.

En 1905, le peintre illustre déjà un scénario de son ami et poète Max Jacob. Dans les années 1930, il dévorait la revue *L'Épatant* qui publiait, entre autres les fameux « Pieds Nickelés », il ne manquait aucune des planches du *New Yorker* et possédait des albums de Rodolphe Töpffer. Plus de 150 œuvres - dont deux toiles - sont donc à découvrir avec un enjeu pour le visiteur : qui a influencé qui ? La BD pour Picasso ou Picasso les auteurs de BD ? L'exposition donne des pistes et se termine par une gigantesque installation graphique : « Guerre » de Sergio Garcia Sanchez

en hommage à Guernica. Une exclusivité commandée conjointement par le Musée Picasso et le musée de la BD d'Angoulême.

**SC**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**

**librairie**

★ [la-breche.com](http://la-breche.com)

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43  
[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
[contact@la-breche.com](mailto:contact@la-breche.com)

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h - 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h - 20 h

# Philippe Poutou: « Faire campagne pour rappeler qu'on est là, et qu'on ne laissera pas les autres décider à notre place »

**Te voilà donc de nouveau candidat à la présidentielle. En 2012 et en 2017, tu étais ouvrier chez Ford à Blanquefort, en bagarre contre la fermeture de l'entreprise. Depuis, malheureusement, la boîte a fermé. Quelle est votre situation aujourd'hui, à toi et tes collègues de Ford ?**

Ça fait maintenant plus d'un an que j'ai été licencié avec tous mes collègues, puisque c'est toute l'usine qui a fermé et que cela concerne donc l'ensemble de l'effectif. Pas mal de collègues ont retrouvé du boulot, mais des petits boulots, dans des situations plus difficiles qu'avant évidemment. Moi je me retrouve quasiment au bout du congé de reclassement sans perspective d'emploi. D'ailleurs le cabinet de reclassement lui-même ne voyait pas trop comment me trouver une solution, entre mon nom et ma position, désormais, d'élite, on y reviendra. Comme pour plein de gens, c'est une situation préoccupante. La situation de l'emploi est très mauvaise, on le sait, et quand on retrouve un emploi c'est dans des conditions précaires, difficiles, beaucoup plus que les conditions qu'on peut connaître dans une grosse usine comme Ford. J'ai eu la chance d'avoir un congé de reclassement, ce qui fait une soupape avant le chômage, mais il arrive bientôt à son terme, et c'est cet été que je vais me retrouver au chômage pour de bon. Par ailleurs le combat continue contre Ford, on les attaque au Prud'hommes, ça vient de commencer, et ça sera long. On conteste les licenciements, on explique que les licenciements sont illégitimes, et on attaque auprès du juge judiciaire et en cassation. On aura des réponses en septembre. Après comme l'usine a fermé c'est difficile de se mobiliser, et on sait que les décisions de justice c'est toujours des rapports de forces, mais par principe on mène la bataille jusqu'au bout : on veut remettre en cause le droit de licencier, et donc en fait le droit de propriété, auquel on oppose le droit à l'emploi, qui doit venir en premier. Donc le combat contre Ford et les licenciements continue.

**Depuis la dernière présidentielle, il y a un autre lieu où tu t'es mis à mener des batailles, avec tes camarades de Bordeaux en luttes, puisque vous êtes trois élus au conseil municipal de Bordeaux. Comment ça se passe ? Ça veut dire quoi être un élu anticapitaliste, au quotidien ?**

C'est difficile c'est sûr. Tout ça a commencé sur un truc surprenant, puisque c'est dans la foulée de la lutte des Ford qu'on a démarré une campagne municipale, sur fond de mobilisation contre la réforme des retraites et aussi de mouvement des Gilets jaunes, même si c'était la fin. Et on a réussi à faire cette liste, avec des militantEs syndicalistes, des Gilets jaunes, des militantEs du NPA, de La France insoumise, avec une posture très radicale, puisque c'était non seulement contre la droite bordelaise, au pouvoir depuis 73 ans, mais aussi sans aucun compromis avec la gauche bordelaise (PS, PC, écolos), en les critiquant clairement. On a fait une campagne contestataire, dynamique, radicale, anticapitaliste, qui montrait que le problème était un choix de camp social : un

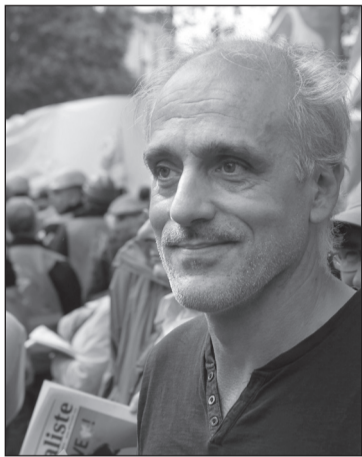


PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Bordeaux populaire contre un Bordeaux bourgeois.

Et on a eu ce qu'on méritait : on est allés au deuxième tour et on a eu trois élus. Donc voilà, on est là, on a conscience qu'on a forcé le passage mais on est là, pour porter les colères, les critiques d'un système qui détruit les vies des gens, qui appauvrit, qui précarise. Alors on sait bien que tout ne dépend pas des collectivités locales, mais il y a des choses à dire, à faire, et c'est ce que l'on essaie de faire : être un relais, porter la voix des classes populaires à l'intérieur du conseil municipal, on renforce les liens avec les associations, les syndicats, et on essaie d'être utiles à tous les combats qui sont menés, par exemple en ce moment sur le logement. Ça a été un peu compliqué avec la crise sanitaire, mais on essaie de se coordonner, de renforcer les cadres collectifs, faire des assemblées.

Dans ces institutions, on voit bien que le mépris des gens de gauche ne vaut pas mieux que le mépris des gens de droite. Ils sont déconnectés de tout, on ne vit pas dans le même monde, ils ne se préoccupent pas de la souffrance sociale. Alors quand nous on fait entendre ces idées-là, ces voix-là, ils n'aiment pas, ils n'écoutent pas, ils sont méprisants. Après, on est bien conscients que si on peut être utiles, le bout du bout c'est la mobilisation des gens, la mobilisation dans les quartiers populaires, qui pourra vraiment faire changer les choses, et on voudrait favoriser ça.

**Dans la gauche radicale, chez les militantEs anticapitalistes et révolutionnaires, certains disent que ça peut valoir le coup de se présenter aux élections locales, d'essayer d'y avoir des éluEs, mais que la présidentielle c'est différent et qu'on ne devrait pas y participer. Alors c'est vrai que ce n'est pas naturel pour nous, loin de là, mais là on s'est dit qu'il fallait y aller en proposant ta candidature... Que dirais-tu à ceux qui pensent que ce n'est pas utile ?**

Oui, ce débat existe, y compris au sein de notre parti. En fait c'est un débat qu'on a à chaque fois, et là on l'a eu de nouveau, peut-être un peu plus même, sûrement parce que la situation interne de notre parti et la situation externe, surtout, sont difficiles. Il y a un rapport de forces qui se dégrade pour notre camp social, des défaites dans les luttes, un gouvernement très dur... La question d'aller à la présidentielle se pose donc, surtout quand on sait et qu'on répète que ce n'est pas par les élections qu'on

changera les choses mais par les luttes sociales.

Mais justement, dans un rapport de forces dégradé, dans une situation où on se sent fragilisés, pour lutter contre toute résignation il faut se dire qu'on a toutes les raisons d'y être, qu'il y a une place que l'on doit occuper. Bien sûr on dit les choses dans la rue, mais on doit utiliser tous les terrains, même le terrain électoral, pour porter les colères, la contestation du système, pour défendre une perspective opposée au renoncement qui peut gagner notre camp social. La présidentielle c'est un combat parmi d'autres, mais c'est un combat, une bataille politique à laquelle on peut et on doit participer. Il y a une importance à rappeler que des gens luttent et qu'ils ont raison de le faire, à critiquer radicalement le fonctionnement de cette société, et puis aussi que c'est essentiel que les gens s'occupent de leurs affaires, qu'ils les prennent en main, qu'on ne laissera pas les autres décider à notre place en nous faisant croire qu'on ne pourrait pas, nous, faire tourner la société.

**La campagne n'a pas encore commencé, donc on aura l'occasion bien sûr de revenir sur le programme, ce que l'on veut défendre dans cette présidentielle. Mais peut-être que déjà tu peux, en quelques mots, donner quelques éléments de ce que peut être une campagne anticapitaliste, révolutionnaire, dans le contexte que l'on connaît, celui d'une crise multidimensionnelle du capitalisme : économique, sociale, politique, sanitaire...**

C'est difficile en quelques mots c'est sûr... Il y a la crise sociale d'abord, dont on vient de parler avec les

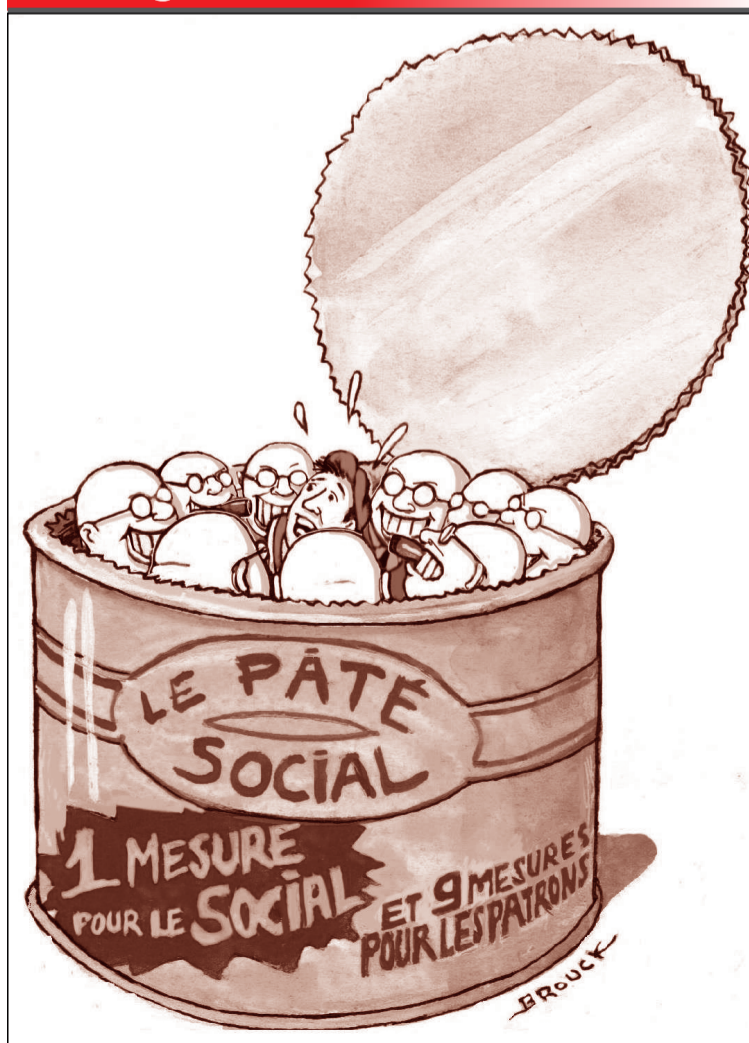
licenciements, le chômage, la misère.

Il y a aussi une crise démocratique très forte, des institutions décredibilisées, on vient encore de le voir avec l'abstention aux régionales. Cette abstention est légitime dans un système de plus en plus anti-démocratique, où les gens ne se sentent plus représentés. Et en plus il y a la dérive autoritaire du gouvernement, de plus en plus de répression de la contestation, des mouvements sociaux, des quartiers populaires, on voit bien que les libertés collectives et individuelles sont de plus en plus remises en cause.

Il y a donc cette urgence démocratique, mais en fait des urgences il y en a à tous les niveaux, et on pense bien sûr à l'urgence environnementale, avec une planète à la dérive, des grands projets, complètement dingues, qui s'attaquent à l'environnement. On voit aussi la montée des idées réactionnaires, racistes, contre les femmes, les LGBTI... En fait tout cela est lié, et finalement ce qu'on voit c'est la destruction de ce qui est collectif, de toutes les solidarités. C'est une forme de violence quotidienne dans toute la société, des violences à tous les niveaux, un système de plus en plus brutal car il est de plus en plus en crise. Et bien sûr on veut aussi porter l'internationalisme, réaffirmer que nous sommes solidaires des peuples, qu'on se bat contre l'impérialisme et le néocolonialisme de la France, qu'on refuse les frontières, qu'on est pour accueillir les migrants, que notre camp social est international. C'est ça aussi le meilleur moyen de faire face aux idées racistes, de faire face à l'extrême droite, et de contester de fond en comble ce système.

Propos recueillis par Julien Salingue

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**CANADA : 751 NOUVELLES TOMBES D'ENFANTS AUTOCHTONES.** C'est une nouvelle découverte glaçante. Sur le site d'un ancien pensionnat hébergeant des enfants autochtones à Marieval, dans l'ouest du Canada, 751 tombes anonymes ont été trouvées. Les victimes sont principalement des enfants, selon le chef de la nation Cowessess, Cadmus Delorme. Le nombre exact de tombes doit être confirmé dans les prochaines semaines, en raison d'une marge d'erreur des géo-radars utilisés. Quelques tombes ont sans doute été surmontées de stèles identifiant les victimes, mais certaines d'entre elles auraient été retirées « par des représentants de l'Église catholique », un geste criminel au Canada.

Les fouilles autour de cette ancienne école qui a accueilli des enfants autochtones entre 1899 et le milieu des années 1990 avaient débuté fin mai après la découverte des restes de 215 écoliers enfouis sur le site d'un autre ancien pensionnat, celui de Kamloops, en Colombie-Britannique, province la plus à l'ouest du pays. Cette découverte avait déjà meurtri et indigné le pays. Elle avait relancé le débat sur ces institutions honnies où les enfants autochtones étaient envoyés de force afin d'y être assimilés à la culture dominante. Elle avait également relancé les appels à l'intention du pape et de l'Église à présenter des excuses pour les abus et violences dont ont souffert les élèves de ces pensionnats. De leur côté, les experts en droits humains de l'ONU ont exhorté Ottawa et le Vatican à mener une enquête rapide et complète. [...]

Ces découvertes ravivent le traumatisme vécu par quelque 150 000 enfants amérindiens, métis et inuits, coupés de leurs familles, de leur langue et de leur culture et enrôlés de force jusque dans les années 1990 dans 139 de ces pensionnats à travers le pays. Nombre d'entre eux ont été soumis à des mauvais traitements ou à des abus sexuels, et plus de 4 000 y ont trouvé la mort, selon une commission d'enquête qui avait conclu à un véritable « génocide culturel » de la part du Canada.

« Le Canada choqué par la découverte de 751 nouvelles tombes près d'un pensionnat pour autochtones », liberation.fr, 24 juin 2021.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org